



Rapport *Annuel*

Esso S.A.F. 1993



Sommaire

Éditorial page 1

Rapport de gestion
du Conseil d'Administration page 2

Données financières
du Groupe Esso S.A.F. page 9

Comptes Consolidés
du Groupe Esso S.A.F. page 13

Comptes Sociaux
Esso S.A.F. page 21

Rapports des Commissaires
aux Comptes pages 20 et 32



Esso Société Anonyme Française
au capital de 595 898 000 F
2, rue des Martinets, Rueil-Malmaison
(Hauts-de-Seine)
Code APE 232 Z
R.C.S. Nanterre B 542 010 053

Adresse postale :
92569 Rueil-Malmaison Cedex
Téléphone : (1) 47 10 60 00
Téléc : Esso 620 031
Télécopie : (1) 47 10 66 03

Documents présentés
à l'assemblée générale
des actionnaires du 14 juin 1994 ;
communiqués au
Comité Central de l'Unité
Économique et Sociale
Esso S.A.F./Esso Raffinage S.A.F.

Conseil d'Administration

Jean Verré
Président
Jean Boillot
Philippe Dulac
Michel Kopff
Jean-Luc Randaxhe
Jean Rauzier
Claude Roux

Comité Directeur

Jean Verré
Président-Directeur Général
Jean-Luc Randaxhe
Directeur Général Produits Pétroliers
Robert K. Meahl
Directeur

Secrétaire Général

Jean Taillardat

Contrôleur

Patrick Heinzle

Trésorier

Guy Henry

Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon
Titulaire
Édouard Salustro
Titulaire
Jean-Michel Garnier
Suppléant

Chiffres Clés

Les Administrateurs d'Esso S.A.F.

Jean Verré
Président de :
• Esso Raffinage S.A.F.
• Esso REP

Jean Boillot
Administrateur de :
• Automobiles Peugeot
• Peugeot-Talbot Motors
Membre du Conseil de Surveillance de :
• Peugeot S.A.

Philippe Dulac
Président de :
Administrateur de :
• Paribas Luxembourg
• Paribas International
• Paribas Belgique
• Paribas Limited
• Cetelem
• Compagnie Bancaire
• Crédit du Nord
• Compagnie Foncière
• Cogedim
• Scoa
• Colgate Palmolive
Membre du Directoire de :
• Compagnie Financière de Paribas
• Banque Paribas

Michel Kopff
Président du Conseil d'Administration de :
Gérant de :
• Maersk France S.A.
• Wagram-Morinet S.A.R.L.

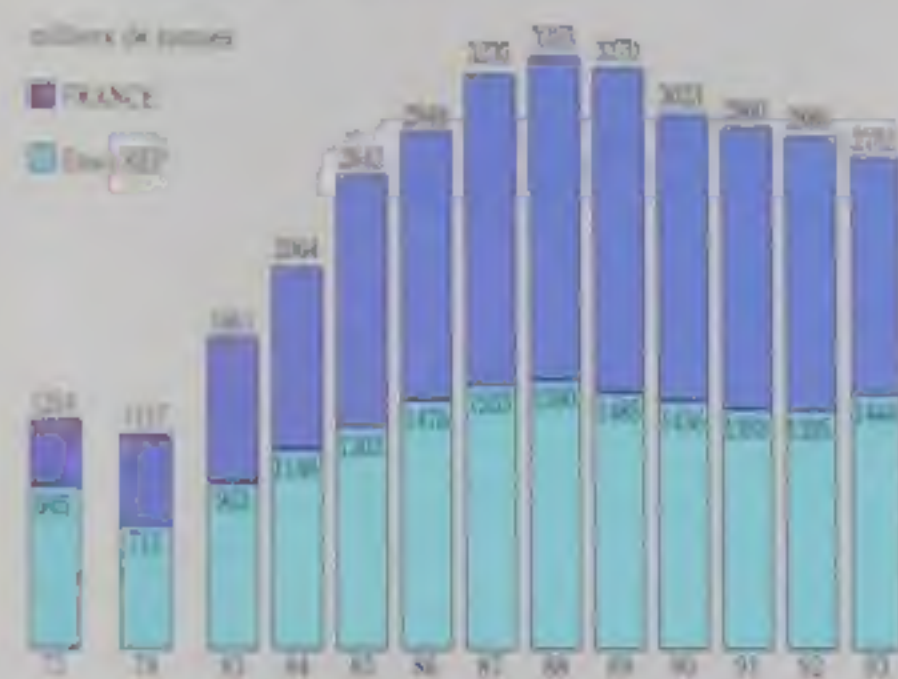
Jean-Luc Randaxhe
Administrateur de :
• Esso Raffinage S.A.F.
• Port Autonome du Havre
Représentant permanent d'Esso S.A.F.
au Conseil d'Administration de :
• Société du Pipeline Sud-Européen

Jean Rauzier

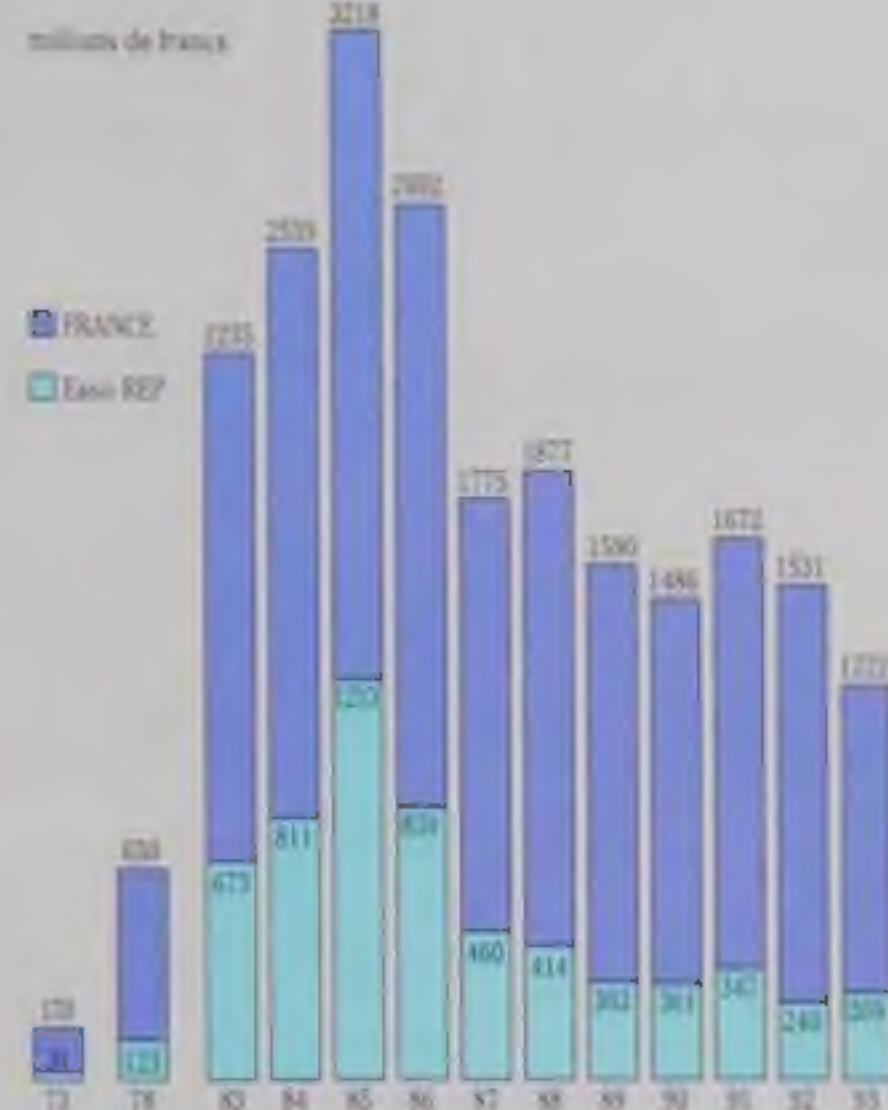
Claude Roux
Président de :
• Scania France
• Scania Production, Angers

Exploration - Production

Production de pétrole brut

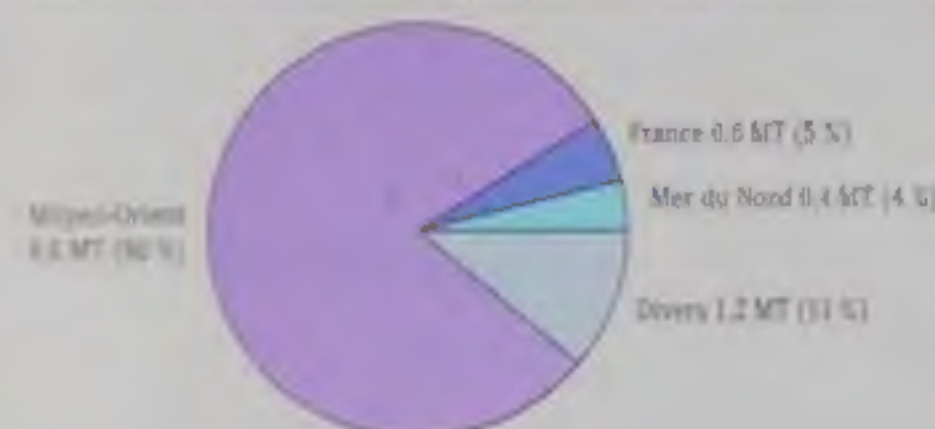


Dépenses annuelles d'exploration et de production en France

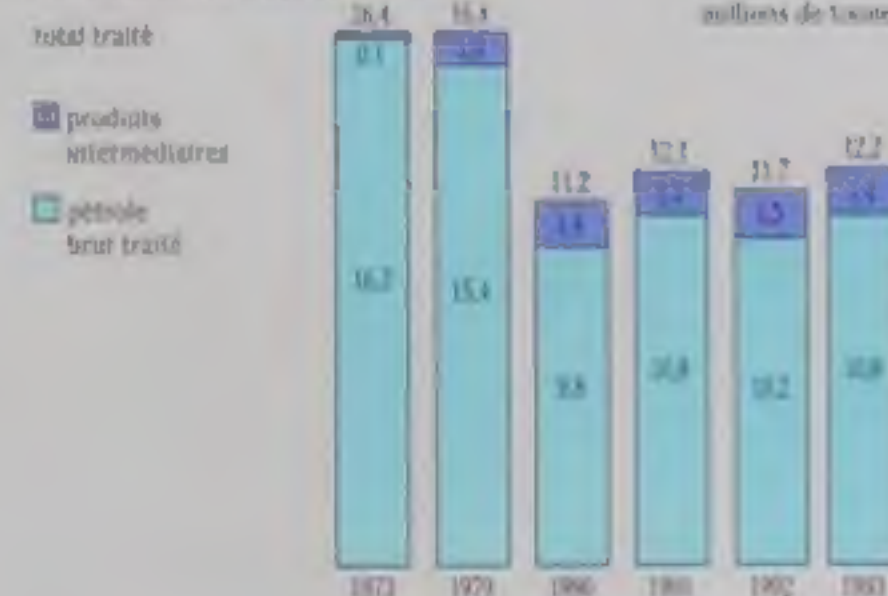


Raffinage

Pétrole brut traité dans les raffineries Esso en 1993 : 10,6 millions de tonnes

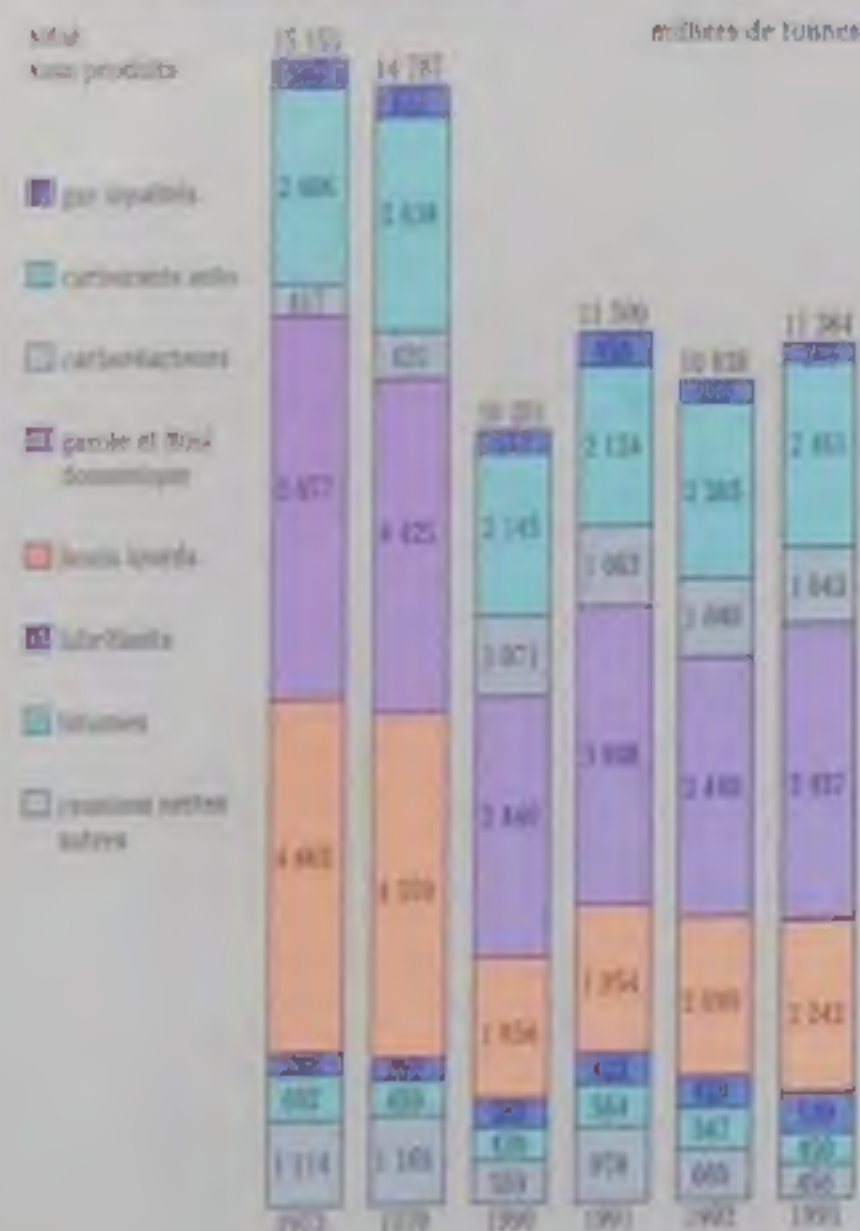


Activité des raffineries Esso



Production des raffineries Esso

Hors consommation des raffineries



Sécurité

Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt



Ventes

Ventes totales d'Esso S.A.F.

	1991		1992		1993	
correspondant au chiffre d'affaires commercial	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%	milliers de tonnes	%
carburants auto	2 355	18,9	2 205	18,0	2 026	16,5
distillats	5 076	40,8	4 466	36,4	4 808	39,1
liouls lourds	2 062	16,6	2 609	21,3	2 533	20,7
autres produits	2 941	23,7	2 992	24,3	2 900	23,7
total produits finis	12 434	100,0	12 272	100,0	12 259	100,0
pétrole brut et bases pour la chimie	5 203		4 711		5 111	
total	17 637		16 983		17 370	
dont exportations et ventes étrangères	2 615		2 504		2 981	

Données financières du Groupe Esso S.A.F.

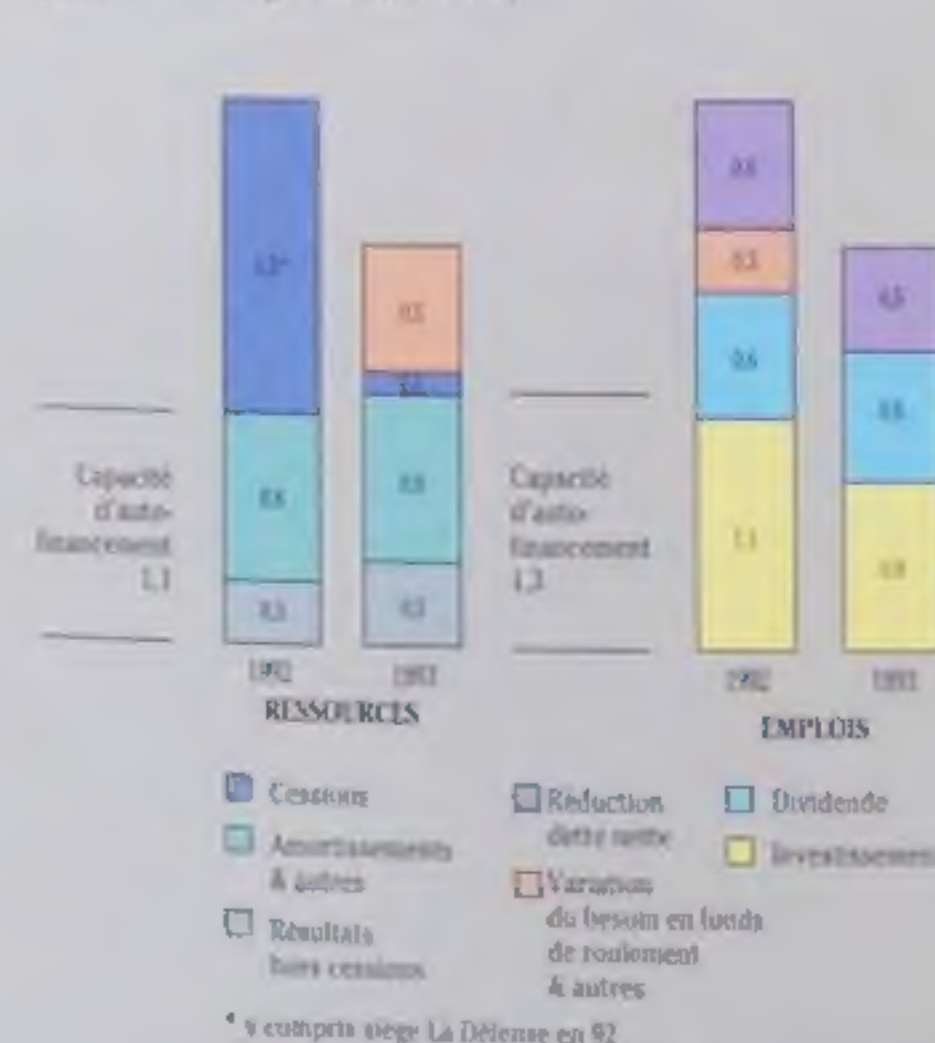
Résumé des résultats du Groupe

	millions de F	
	1992	1993
Résultat d'exploitation Exploration/Production	468	507
Résultat d'exploitation opérationnel Raffinage/Distribution	216	697
Résultat d'exploitation opérationnel	684	1204
Effet prix sur stocks	(32)	(267)
Résultat d'exploitation	652	937
Résultat financier	(8)	17
Résultat courant	644	954
Résultat exceptionnel	1 480	(225)
Participation des salariés	(22)	(37)
Impôts courants et différés	(431)	(203)
Résultat après impôts	1 671	489
Intérêts minoritaires	(19)	(27)
RÉSULTAT NET DU GROUPE	1 652	462

Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ().

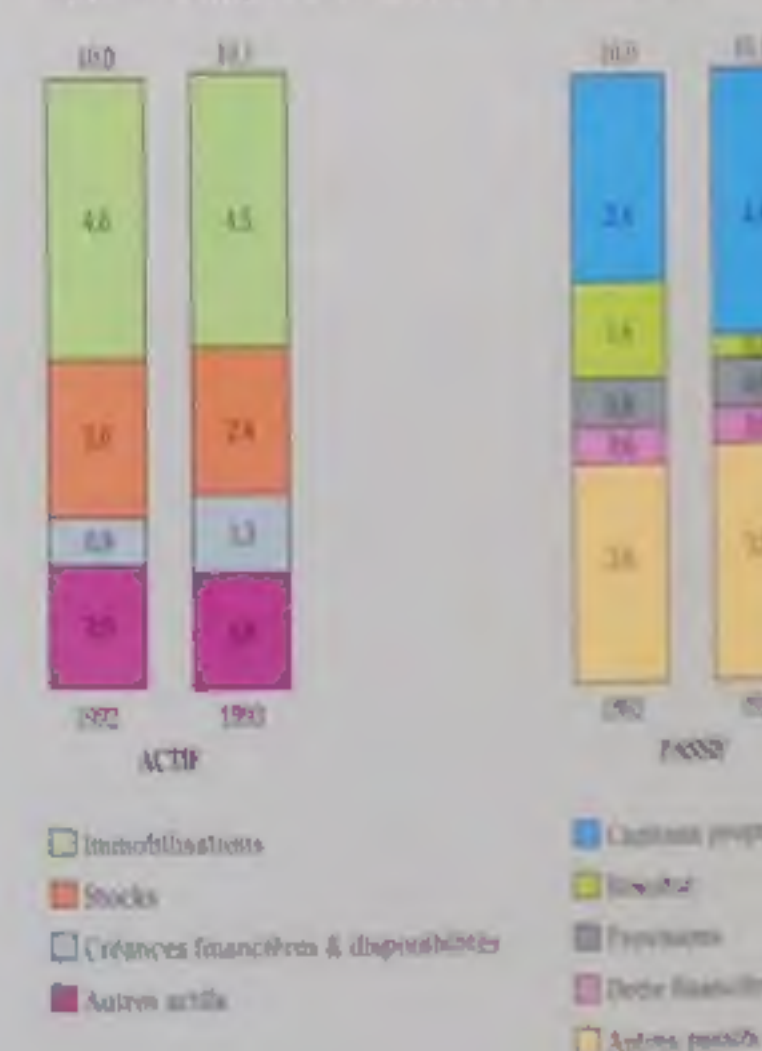
Tableau de financement consolidé

(milliards de F, effet prix sur stocks inclus)



Bilan consolidé au 31 décembre

(milliards de F)





Rapport de Gestion du Conseil d'Administration

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

■ L'année 1993 se caractérise par une croissance économique mondiale moyenne de 1,8 % et par de forts contrastes entre les différentes zones géographiques : le Japon et l'Europe continentale de l'ouest ont été touchés par une forte récession, l'ensemble des autres pays industrialisés est en croissance, et la région Asie/Pacifique poursuit son expansion. La fin de l'année a vu la conclusion des accords de l'ALENA et du GATT, destinés à favoriser la croissance mondiale au travers du développement des échanges internationaux.

Les pays de la CEE et de l'Europe de l'Est ont continué leurs efforts de restructuration économique, avec, à ce jour, des résultats incertains.

Après neuf années de hausse régulière de plus de 1 % par an en moyenne, la demande mondiale en pétrole a baissé en 1993 de 0,3 % environ, la demande des pays en croissance n'ayant pas compensé l'affaiblissement de la demande des pays européens et de la CEE.

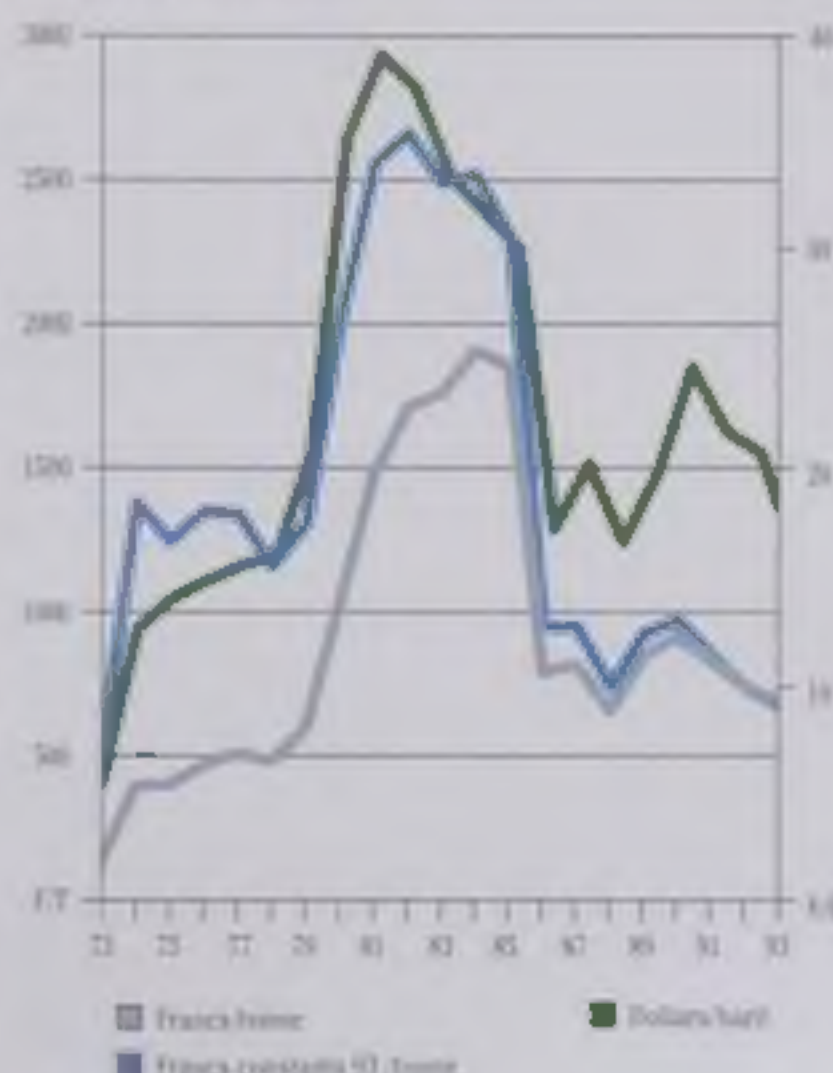
L'offre en pétrole brut a été en permanence abondante. La part des pays de l'OPEP dans la production mondiale est passée en moyenne de 40,1 % en 1992 à 41,4 % en 1993, mais s'est légèrement réduite en fin d'année.

La persistance d'un déséquilibre entre l'offre et la demande a conduit à une chute régulière du prix du brut. De mars à décembre, le prix du baril de Brent de mer du Nord s'est réduit de près d'un tiers, passant de 19,5 \$ à 13,5 \$. Pour l'année, le prix du Brent a été en moyenne de 17 \$/baril, soit 2,3 \$/baril en dessous de son niveau moyen de 1992.

Les réserves prouvées de pétrole brut représentent presque 50 années de production au rythme actuel d'extraction. Elles restent concentrées à plus de 75 % au sein des pays membres de l'OPEP et essentiellement au Moyen-Orient.

Dans le domaine du raffinage, les capacités mondiales de conversion ont augmenté de 3,4 %, pour satisfaire une demande en produits légers croissante en quantité et en qualité, alors que les capacités de distillation sont restées stables.

Coût moyen annuel du pétrole brut importé en France



ENVIRONNEMENT COMMUNAUTAIRE

■ En 1993, l'activité économique des pays de l'Union Européenne a régressé de 0,3 %. La Grande-Bretagne est le seul pays à avoir bénéficié d'une reprise significative. L'Allemagne et la France ont été particulièrement touchées par la récession, sous la conjugaison de demandes intérieures déprimées et de taux d'intérêt réels, qui, tout en se réduisant progressivement, sont, en France, restés élevés. Sur le marché des changes, la plupart des devises européennes ont fait l'objet de fortes pressions, qui ont conduit d'une part à la dépréciation des monnaies telles que la lire, la peseta et l'escudo, et d'autre part à un élargissement significatif des marges de fluctuation au sein du Système Monétaire Européen. Le Marché Unique est entré officiellement en vigueur en début d'année et le traité de Maastricht a été ratifié par les États membres en novembre.



UN TEXTE-CADRE DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

Le Ministère de l'Environnement a publié un arrêté daté du 1er mars 1993 réglementant les rejets de toute nature et l'utilisation de l'eau par les installations industrielles. Publié après concertation entre les services du Ministère et la profession pétrolière, ce texte rassemble en un document unique différentes dispositions existantes dans de nombreux textes réglementaires et introduit de nouvelles mesures pour les cinq à huit ans à venir. Certaines difficultés techniques d'application subsistent et font l'objet de travaux complémentaires.

Les raffineries sont particulièrement concernées par ces dispositions qui prévoient :

- une réduction des émissions soufrées à 1700 mg de dioxyde de soufre par mètre cube de fumées à l'horizon

2000, soit une réduction de 25 % par rapport au niveau d'émissions actuel. Cet objectif est cohérent avec les projets de normes internationales en matière de réduction de la pollution transfrontière fixés par le Protocole de Genève à l'horizon 2003 ;

- une réduction de la consommation d'eau et des traitements plus poussés des eaux usées.

Cette approche concertée et raisonnée présente l'avantage d'unifier les règles en la matière pour l'ensemble de la profession et permet une planification dans le temps des investissements nécessaires. Toutefois, du fait des latitudes de mise en œuvre laissées aux instances locales, la profession pétrolière reste soumise à un risque de surenchère lors de l'application de cet arrêté aux différents sites.

Dans le domaine pétrolier, les instances européennes ont poursuivi leurs travaux sur la protection de l'environnement. Le projet final de directive sur la récupération des composés organiques volatils dans les raffineries et les dépôts est en cours d'adoption. D'autres projets font l'objet de discussions et concernent les émissions de CO₂, l'instauration d'une écotaxe, la réduction de la teneur en soufre des combustibles solides et liquides, les émissions des véhicules ainsi que la responsabilité des entreprises en cas de dommages causés à l'environnement. Cette accumulation de textes communautaires, de législations nationales et de modalités d'application décidées localement, est source de complexité et de coûts croissants, et augmente les risques d'incohérence.

Le nouveau système de TVA intra-communautaire est entré en application en début d'année. Des progrès significatifs restent encore à faire dans le domaine de l'harmonisation des taxes sur les produits pétroliers, pour mettre un terme aux fortes distorsions actuelles de concurrence entre les pays membres.

La rentabilité du raffinage européen s'est en moyenne légèrement améliorée en 1993, la marge de raffinage sur Brent s'établissant à 19,8 \$/t, contre 18,2 \$/t en 1992. Pendant le premier semestre, les marges sont restées déprimées au même niveau qu'en 1992, puis se sont légèrement redressées sur la seconde partie de l'année sous l'effet d'une bonne tenue relative des prix des distillats et des fuels. Ces prix ont été en partie soutenus par une demande des économies asiatiques en expansion. Ces débouchés à l'exportation sont cependant susceptibles de disparaître dans un proche avenir avec la

mise en service des nouvelles capacités prévues dans ces pays. Les prix des essences sont eux restés faibles toute l'année.

Malgré des marges une nouvelle fois insuffisantes pour assurer une rémunération normale des capitaux investis, l'industrie pétrolière doit continuer à financer les investissements en recherche et en équipements destinés à apporter aux consommateurs des produits et services de qualité, et de plus, risque d'avoir à faire face aux conséquences lourdes de réglementations hâtives sur l'environnement. Dans cet esprit, il faut souligner et encourager des initiatives comme le programme tripartite entre la Commission Européenne, l'industrie automobile et l'industrie pétrolière, dont l'objectif est d'émettre, sur des bases scientifiques, techniques et économiques rationnelles, des recommandations en matière d'amélioration de la qualité des émissions automobiles.

ENVIRONNEMENT FRANCAIS

■ La France a été l'un des pays les plus sévèrement touchés par la récession. Le Produit Intérieur Brut a reculé de 1 %. La baisse de l'activité a fortement pesé sur le marché du travail, conduisant à un taux de chômage de plus de 12 % en fin d'année contre 10,5 % un an plus tôt. L'inflation a continué à décroître et s'est établie à 2,1 %. Les résultats du commerce extérieur ont été significativement excédentaires : les importations se sont réduites avec la baisse de la consommation intérieure et la diminution de la facture pétrolière, le volume des exportations ne



DÉPLACEMENT DES STOCKAGES DE GAZ DE PÉTROLE LIQUÉFIÉ DE PORT-JÉRÔME

Un accord a été conclu entre les Pouvoirs Publics, les collectivités locales, Esso, Exxon Chemical France et Primagaz aux termes duquel les stockages aériens de gaz de pétrole liquéfié situés au nord du site et à proximité de la ville de Notre-Dame-de-Gravenchon seront progressivement mis hors service. Sur les onze sphères de stockage, sept cesseront d'être utilisées fin 1994 et

les quatre restantes en mai 1998. Trois réservoirs sous talus sont actuellement en cours de construction. Leur exploitation sera confiée à un GIE (GIE Port-Jérôme Gaz) dont Esso S.A.F. a acquis 50% en 1993. L'investissement correspondant s'élève à 200 MF et a été partiellement subventionné par les collectivités locales et le Fonds Européen de Développement Régional.

s'est réduit que de 0,4 %, grâce aux bonnes performances obtenues sur les marchés asiatiques et américains qui ont presque compensé les pertes de débouchés vers les pays européens dont les monnaies se sont fortement dépréciées.

Les investissements dans les domaines de l'exploration et de la production pétrolière ont été de 1,2 milliard de francs, en baisse de 30 % par rapport à 1992. Avec 6 puits d'exploration terminés en 1993, les activités de forage ont atteint leur niveau le plus bas depuis des décennies. La production de pétrole brut a été de 2,7 millions de tonnes en 1993, en retrait de 4,4 % par rapport à 1992.

Les succès limités en exploration, la baisse du prix du brut et une fiscalité peu encourageante sont à l'origine de ce déclin régulier d'activité. La loi de Finances pour 1994 a pérennisé le prélèvement exceptionnel pour les champs existants, ce qui est particulièrement pénalisant aux prix actuels du brut, mais a cependant introduit des mesures de soutien à court terme, en particulier en faveur de l'exploration off-shore et des futures découvertes. Des initiatives fiscales complémentaires restent toutefois encore indispensables pour créer les conditions d'une reprise durable des activités d'exploration et de production d'hydrocarbures.

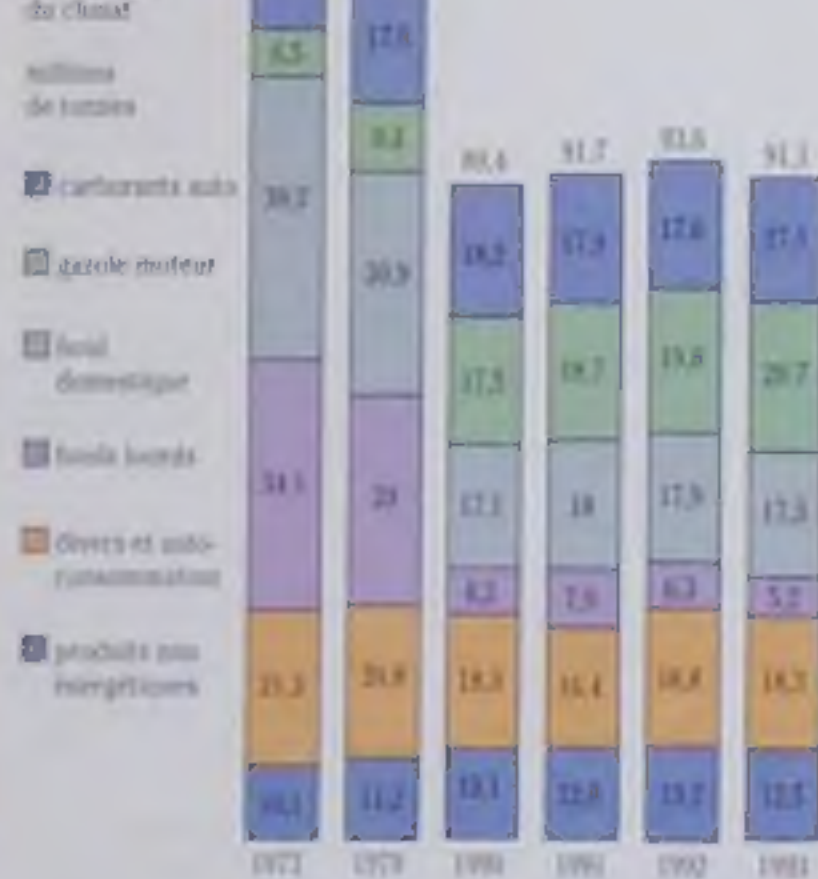
Consommation d'énergie primaire en France

corrigée du climat
milliards de tep



Consommation de produits pétroliers en France

corrigée du climat
millions de tonnes



Dans le secteur du raffinage, les capacités de distillation sont restées globalement inchangées. Les mises en service ont essentiellement concerné des unités de fabrication d'essences sans plomb à indice d'octane élevé.

Sur le plan commercial, l'ensemble des marchés a été soumis en 1993 à une concurrence exacerbée par l'environnement économique et, en conséquence, les marges de distribution se sont réduites. La part de marché en carburants des grandes surfaces de distribution a augmenté, n'investissant pas en recherche, et peu dans les services et facilités offerts aux consommateurs, ces distributeurs ont en permanence poursuivi une politique de prix très bas, voire parfois de ventes à perte, contribuant ainsi à la fermeture de 300 stations-service en 1993.

Les taxes sur les produits pétroliers se sont alourdies de plus de 10 % en 1993, ce qui a porté en fin d'année la part des taxes dans le prix payé par le consommateur à 80 % pour le supercarburant et à 68 % pour le gazole. Le poids de ces taxes place les prix à la pompe en France au rang des plus élevés d'Europe, alors que, sous l'effet de la concurrence, les prix HT continuent d'y être les plus bas. Ces distorsions fiscales engendrent des détournements de clientèle au profit des pays à taxation moindre et conduit en conséquence à des pertes de ventes pour l'industrie pétrolière française et une perte de recettes fiscales pour l'Etat français. A titre d'exemple, cette absence d'harmonisation incite à doter les poids lourds de réservoirs aux capacités excessives afin de leur permettre de traverser, sans s'y approvisionner, les pays à forte fiscalité comme la France. Au-delà de ces conséquences commerciales et fiscales, ceci met en danger la sécurité sur routes et autoroutes.

La demande en produits pétroliers a régressé de 2,6 % en 1993, sous l'effet de la faiblesse de la demande intérieure, de la baisse des besoins EDF et des ventes à la pétrochimie. Cette diminution de consommation a frappé tous les principaux produits finis, à l'exception du gazole, du carburant pour avions et des gaz de pétrole liquéfiés.

Les ventes de carburants-avions ont haussé de 3 %, les essences sans plomb représentant 41 % de la consommation de carburants contre 34 % en 1992.

La demande en gazole s'est accrue de 4,5 %. Cette évolution est liée, pour une part significative, à la proportion croissante des véhicules équipés de moteurs diesel. A titre d'illustration, les véhicules diesel ont représenté, en 1993, 45 % des immatriculations de véhicules de tourisme, contre 39 % en 1992.

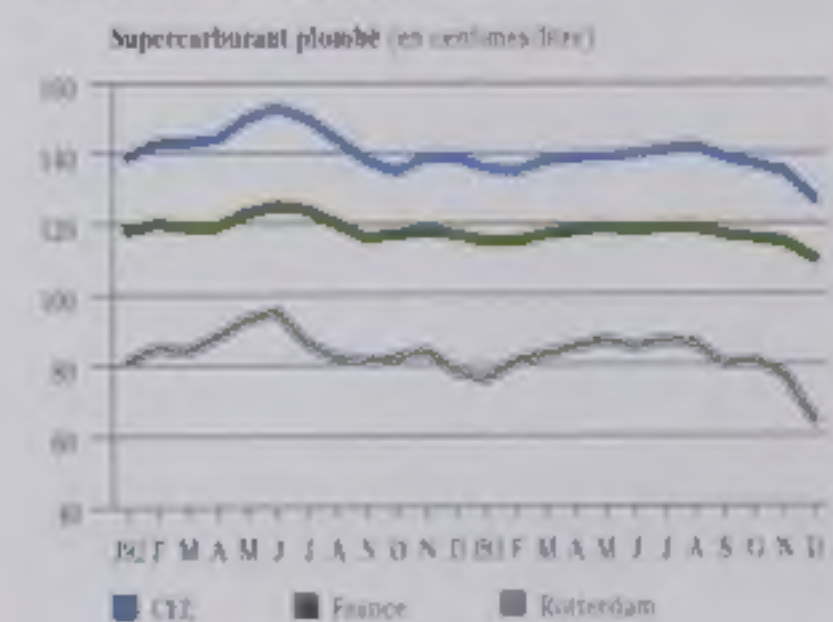
Les ventes de carburants ont progressé de 2,7 %, principalement sous l'effet de la croissance du trafic aérien international.

Les ventes de fioul domestique ont été en retrait de 3,4 %. Toutefois, corrigée du climat et des variations de stocks, la consommation ne s'est réduite en fait que de 1,7 %, ce qui illustre la compétitivité de plus en plus reconnue de ce produit par rapport aux autres sources d'énergie de chauffage.

La demande en fioul lourd a baissé de 17,3 %. Du fait d'une importante production nucléaire, les besoins d'EDF en fioul se sont réduits de 70 %. Dans le secteur industriel, la consommation de fioul lourd a régressé de 4 %, sous l'effet du ralentissement de l'activité économique.

Comparaison des prix hors taxes des produits pétroliers en France et dans la CEE

France, CEE, Rotterdam (DH/CA)





Activités de la Société et de ses Filiales

■ Dans un contexte économique difficile, la rigueur de gestion et la réactivité de l'ensemble des organisations ont permis à Esso S.A.F. et à ses filiales de dégager un résultat d'exploitation consolidé, hors effet prix sur stocks, de 1294 MF, contre 684 MF en 1992. Ce résultat reflète l'excellente marche des raffineries, l'amélioration durant le second semestre des marges de raffinage, des marges commerciales amoindries sous l'effet d'une forte concurrence, et l'impact d'une gestion serrée des coûts de toute nature. Par ailleurs, les résultats d'Esso REP ont pu être maintenus, malgré la chute du prix du brut.

Le résultat net consolidé est un bénéfice de 462 MF, contre 1652 MF en 1992. Le résultat 1993 incluant, pour une valeur nette de 1405 MF, la vente du siège social de La Défense.

EXPLORATION-PRODUCTION

■ L'effort d'exploration a principalement porté sur le permis de Lège, en Aquitaine. Une importante campagne sismique tridimensionnelle a couvert tout le Bassin d'Arcachon, et deux puits d'extension ont été forés sur le champ des Arbousiers. Au total, les investissements d'exploration se sont élevés à 131 MF, légèrement en baisse par rapport à l'année précédente.

La production d'Esso REP a été maintenue à un niveau élevé, sous l'effet conjugué des très bonnes performances du champ de Chaumery dans le Bassin Parisien et de la hausse du rythme de production du champ des Arbousiers en Aquitaine. Un nouvel éoloduc a été mis en service pour permettre l'évacuation de cette nouvelle production vers les installations de traitement et de stockage de Cazaux. Des travaux importants ont été réalisés sur ce dépôt pour faciliter la réception de ce brut et son expédition via le terminal d'Ambs. Afin de maintenir et développer la production, de nouveaux forages ont été réalisés sur les champs de Parentis et de Chaumery ainsi que des travaux d'amélioration sur des puits existants. Au total, 139 MF ont été investis dans les activités de production, soit une hausse de 35 % par rapport à 1992.

Ces excellents résultats opérationnels, alliés à une réduction des coûts et charges d'exploitation, ont permis de compenser cette année l'impact de la forte baisse des cours du pétrole brut.

Avec une production de 1,4 million de tonnes, Esso REP a assuré 52 % de la production nationale de pétrole brut contre 49 % en 1992, confirmant ainsi une nouvelle fois sa place de premier producteur de l'Hexagone.

APPROVISIONNEMENTS, TRANSPORTS ET RAFFINAGE

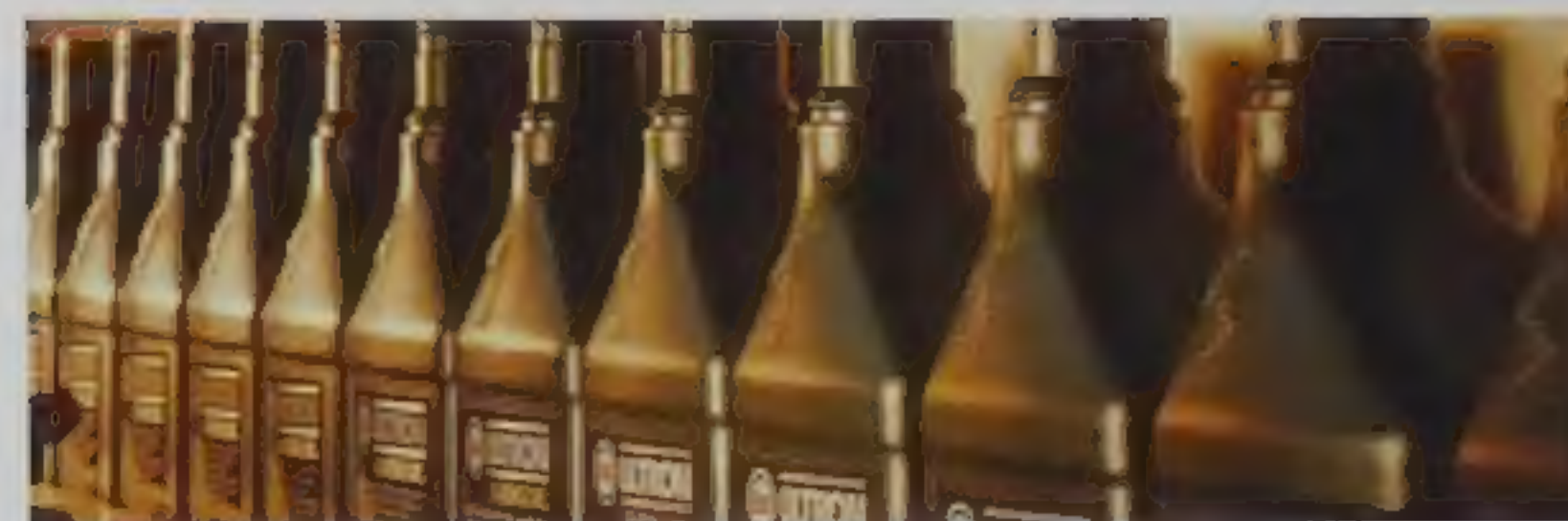
■ Comme les années précédentes, les approvisionnements en pétrole brut et en produits intermédiaires ont été optimisés en permanence, l'essentiel des ressources en brut continuant à provenir du Moyen-Orient.

Les deux raffineries d'Esso Raffinage S.A.F. de Fos-sur-Mer et de Port-Jérôme ont continué d'être gérées avec rigueur et ont apporté, une nouvelle fois, la preuve de la souplesse et de la fiabilité de leurs installations.

A Fos, les opérations ont été menées sans incident. Dans le domaine de la qualité, le service Inspection de la raffinerie a fait l'objet d'une accréditation officielle de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE). De nouveaux postes de chargement de camions ont été mis en service au premier semestre. Par ailleurs, l'informatisation de la salle de contrôle s'est poursuivie suivant les plans.

A la raffinerie de Port-Jérôme, la nouvelle unité d'alkylation, destinée à la fabrication des essences sans plomb, est entrée en service en avril 1993. A l'automne, de nouvelles améliorations ont été apportées aux installations de cracking catalytique, à l'occasion de leur arrêt pour maintenance. Les efforts en matière de qualité ont été confirmés par le renouvellement des certifications ISO 9002 pour les lubrifiants et les bitumes et l'obtention de la même certification pour le super carburant Esso Super Plus. Suite à un accord intervenu entre les Pouvoirs Publics, les collectivités locales et territoriales, Esso, Exxon Chemical et Primagaz, des sphères de stockage aérien de gaz de pétrole liquéfié seront progressivement mises hors service à compter de 1994 et remplacées par des réservoirs sous talus.

Malgré un fort taux d'utilisation et l'immatriculation en janvier 1993 de l'Esso Picardie au registre T.A.A.F. (dit de "Kerguelen"), les résultats d'exploitation des trois grands navires, l'Esso Languedoc, l'Esso Normandie et l'Esso Picardie sont restés décevants. En effet, aux niveaux de 1993, les taux de fret ne couvrent que 90 % environ des dépenses de fonctionnement courantes et devraient au moins doubler pour justifier le remplacement à terme de tels navires. L'Esso Languedoc a subi avec succès les contrôles sévères de carénage imposés réglementairement après 20 ans d'exploitation. Ceci confirme qu'un entretien régulier et bien conduit permet de conserver les navires en bon état.



ESSO ULTRON RACING OIL, LA NOUVELLE HUILE MOTEUR TRÈS HAUT DE GAMME

Exemple type de la nouvelle génération d'huiles moteur qui répondront aux besoins bien au-delà de l'an 2000, Esso Ultronic Racing Oil a été commercialisée en novembre 1993. Ce lubrifiant de synthèse, qui répond aux exigences très strictes du nouveau système de certification API SH, se caractérise par une plage de viscosité très large, 5W-40, et de hautes performances, notamment au démarrage. L'usure du moteur est nettement plus importante lors de sa mise en route que lors de son usage courant. Grâce à ses facultés d'écoulement, le nouveau lubrifiant Esso met

moins d'une seconde pour atteindre l'arbre à cames, là où les huiles conventionnelles mettent deux fois plus de temps à température ambiante et trois fois plus à -15 °C. C'est l'huile de base mise au point par Esso et baptisée Exosyn qui confère au produit ses excellentes propriétés d'écoulement et de viscosité. Autre qualité d'Esso Ultronic Racing Oil : elle divise par deux l'usure des pièces du moteur et les maintient propres grâce à une stabilité de viscosité près de deux cents fois supérieure aux standards des principaux constructeurs automobiles.

Les résultats des deux caboteurs, Esso Port-Jérôme et Esso Parents, ont été satisfaisants dans un marché des frets qui s'est situé sensiblement au niveau de 1992. Cependant la pérennité de cette activité, bientôt totalement exposée à la concurrence internationale, impose elle aussi l'application sans délai du registre T.A.A.F.

ACTIVITÉS COMMERCIALES

■ Dans un marché caractérisé par une demande en baisse et une forte concurrence, la politique commerciale d'Esso S.A.F. a été particulièrement sélective et a privilégié, sur les marchés les plus dégradés, la rentabilité par rapport au maintien des volumes de vente. En parallèle, les coûts de distribution et de fonctionnement ont continué d'être rigoureusement gérés.

Les ventes sur le marché français se sont élevées à 8,7 MT, contre 9,1 MT en 1992, et la part de marché tous produits finis s'est établie à 11,7 %, contre 11,9 % en 1992.

Les résultats du réseau de stations-service ont été en retrait par rapport à ceux de l'année 1992. La politique commerciale de la Société, axée sur la qualité des produits et services offerts, s'est poursuivie. Les ventes d'Esso Super Plus sans plomb 98 ont progressé de plus de 10 %. Sur autoroutes, 85 % des stations aux couleurs Esso ont obtenu en 1993 les lauriers décernés par le Conseil de la Charte de Qualité. L'ensemble des campagnes de publicité et de promotion des ventes ont, cette année encore, été particulièrement appréciées par les automobilistes. Le programme de modernisation du Réseau s'est par ailleurs poursuivi sélectivement.

Sur les marchés des carburateurs, bitumes, soutes marines et gaz, Esso a consolidé ses positions, voire dans certains cas développé ses parts de marché. Compte tenu de la conjoncture économique, ces résultats satisfaisants reflètent l'intérêt que portent les clients aux produits et services associés qui leur sont proposés.

Sur le marché des lubrifiants, Esso a lancé en fin d'année une nouvelle huile moteur synthétique de très haute qualité, Esso Ultronic Racing Oil, fruit de recherches poussées réalisées en étroite collaboration avec les constructeurs automobiles. Cette nouvelle huile a contribué à renforcer les parts de marché de la Société sur un marché pourtant fortement concurrentiel. Les accords de partenariat avec le groupe Peugeot ont été renouvelés. Les exportations sont restées élevées notamment en huiles de base et de nouveaux débouchés pour les huiles blanches ont été développés en Asie.

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

■ Les activités de recherche et de développement du laboratoire de Mont-Saint-Aignan se sont poursuivies à un rythme soutenu. • En mars 1993 a été lancé un nouveau gamut sans plomb, Esso Diesel Plus, dont l'utilisation régulière réduit les phénomènes d'encrassement et de corrosion des moteurs diesel. Il contient également un agent anti-mousse, facilitant le remplissage du réservoir pendant le plein. • La gamme des huiles Esso pour moteur à essence a été entièrement renouvelée et renforcée par le produit très haut de gamme Esso Ultronic Racing Oil, qui répond aux exigences très strictes du nouveau système de certification API SH.



ESSO DÉVELOPPE DES PARTENARIATS À RUEIL-MALMAISON

Dès son arrivée à Rueil-Malmaison en juillet 1992, Esso a développé des relations d'excellent voisinage avec la municipalité. Au travers de sa participation aux manifestations annuelles telles que le Rallye Inter-Entreprises ou à l'Association Partenaires du Succès récompensant les meilleurs bacheliers de Rueil-Malmaison, Esso s'est intégrée à la vie sociale.

Ce partenariat actif s'est renforcé en 1993 par l'instauration d'une Charte Entreprise-Ecoles signée par le député-maire

de Rueil-Malmaison, le Président d'Esso et les proviseurs des trois grands lycées. Cet accord permet notamment des échanges de conférenciers Esso-professeurs et l'organisation de stages d'initiation à la vie de l'entreprise à l'intention des professeurs et étudiants. Ainsi, 26 professeurs des trois établissements scolaires ont eu l'opportunité de découvrir Esso lors d'un stage de deux jours, à Port-Jérôme et au siège social de Rueil-Malmaison.

- Les qualités de pureté et de stabilité des huiles blanches ont été mises à profit pour développer de nouvelles applications dans les industries agro-alimentaire et textile.
- De nouvelles émulsions de bitumes et de nouveaux bitumes routiers sont venus étendre encore la gamme des spécialités Esso.

La filiale Esso Technologies et Services, spécialisée dans la commercialisation de services d'assistance technique, a continué sa progression.

COMMUNICATION ET RESSOURCES HUMAINES

Un plan destiné à préserver la compétitivité à terme de la société, a été négocié avec les organisations représentatives du personnel, et les mesures sociales d'accompagnement ont fait l'objet d'un protocole d'accord.

Pour continuer à maintenir une pyramide des âges équilibrée, de nouvelles embauches ont été réalisées en 1993. Par ailleurs, la politique d'échange de collaborateurs au sein du Groupe s'est poursuivie : un certain nombre d'expatriés ont rejoint Esso en 1993 et un nombre significatif de membres du personnel de la société ont été affectés à l'étranger pour faire profiter le Groupe de leurs compétences et développer dans le même temps leur expérience professionnelle.

L'effort de formation est resté, comme les années précédentes, soutenu. Il se situe très au-dessus de la moyenne française et est plus de trois fois supérieur aux obligations légales minimales. Les programmes de formation ont été renforcés, en particulier dans les domaines de l'excellence des opérations et de l'action commerciale.

	1992	1993
Effectifs au 31 décembre (marins compris)	2 363	2 332
Engagements (marins compris)	82	56
Promotions internes	424	342
Salaires (évolution de décembre à décembre)		
• Augmentation de la rémunération moyenne		
- pour le personnel en place durant toute l'année	5,6%	4,2%
- sur l'effectif total	4,3%	2,5%
• Augmentation du coût de la vie	2,0%	2,1%
Activités de formation		
• En % des salaires	5,5%	5,2%
• En % du temps de travail	1,9%	1,9%

La victoire des trois Peugeot 905 aux 24 heures du Mans, qui a mis à nouveau en évidence la qualité des carburants et des lubrifiants Esso, le démarrage de l'unité d'alkylation de Port-Jérôme, le développement de la production des Arbousiers par Esso REP et la campagne nationale de lancement de l'huile moteur synthétique Esso Ultron Racing Oil ont été des succès majeurs, soulignés par des opérations de presse et de communication interne.



PRÉVENTION ET GESTION DU RISQUE

Soucieuse de ne pas mettre en danger la sécurité du public, des clients, des partenaires, du personnel et des installations, Esso attache la plus grande importance à la prévention des risques. Ainsi, en 1993, Esso a poursuivi la mise en place, initiée en 1992, d'une démarche de maîtrise globale des opérations. Baptisée "O.I.M.S." pour "des

Opérations irréprochables grâce à une Méthode Systématique", cette approche consiste à identifier, à prévenir et à maîtriser les risques opérationnels. Cette méthode couvre autant l'étude, la construction, l'opération et l'entretien des équipements que la formation et l'implication des collaborateurs de la société à tous les niveaux.

LA MAÎTRISE DES OPÉRATIONS : LA SÉCURITÉ

Avec un seul accident du travail avec arrêt, Esso a réalisé en 1993 la performance d'un taux de fréquence de 0,2 accident du travail avec arrêt par million d'heures travaillées. Ce résultat est 140 fois meilleur que la moyenne de l'industrie française.

Les résultats les plus marquants sont à porter au crédit de l'activité Marine d'abord, d'Esso REP et de la raffinerie de Fos ensuite. Du fait d'une mobilisation permanente pour la sécurité, deux caps ont été franchis en 1993 dans les transports maritimes : huit années sans accident avec arrêt, et dix millions d'heures travaillées, pour une population d'environ 250 personnes. Esso REP a accumulé plus de six millions d'heures travaillées sans accident et la raffinerie de Fos-sur-Mer a enregistré sa quatrième année sans acci-

dent. Ces deux dernières performances ont été distinguées par la remise de deux trophées du Groupe d'Etude de Sécurité des Industries Pétrolières (GESIP).

Pour promouvoir la sécurité auprès des entreprises extérieures intervenant sur ses sites, Esso a intensifié en 1993 son programme d'accréditation. En fin d'année, une centaine d'entreprises ont officiellement été reconnues par Esso pour leur politique et leur niveau de prévention qui s'approchent de ses standards. Les résultats de ces entreprises sont en amélioration et sont déjà dix fois meilleurs que la moyenne de l'industrie française. Néanmoins, consciente des progrès qui restent à faire, Esso continuera de faire bénéficier ces sociétés de son appui et de son expérience dans ce domaine.

Résultats du Groupe Esso S.A.F.

Comme figurant en tête dans le tableau des chiffres clés du rapport, le résultat d'exploitation passe de 652 MF à 937 MF. L'amélioration liée aux activités d'Exploration/Production est principalement due à une augmentation de la production, ceci malgré la baisse des prix du brut à la fin de l'année. La hausse du résultat des activités de Raffinage/Distribution reflète une amélioration des marges de raffinage, encore insuffisantes pour assurer la rentabilité des capitaux investis. L'effet prix sur stocks d'Esso S.A.F. résulte de la baisse des prix du brut. Le contrôle rigoureux des coûts, appliqué dans l'ensemble du Groupe, a nettement contribué à l'obtention de ces résultats.

Après un résultat financier positif de 17 MF, le résultat courant consolidé s'établit à 954 MF contre 644 MF en 1992.

Le résultat exceptionnel, une perte de 225 MF, comprend notamment une charge pour restructurations de 97 MF et 91 MF de frais d'exploration. Le résultat exceptionnel de 1480 MF en 1992 était essentiellement constitué de la plus-value sur la vente du site de La Défense.

Après prise en compte des impôts courants, des mouvements d'impôts différés, et de la part des minoritaires dans le résultat d'Esso REP, le résultat consolidé du groupe est un bénéfice de 462 MF contre un montant de 1 652 MF en 1992.

Tableau de Financement Consolidé

	millions de F	
	1992	1993
RESSOURCES		
Résultat net	282	461
Hors résultat des cessions / retraits d'actifs		
Amortissements et provisions	808	783
Part des minoritaires	19	27
Capacité d'autofinancement de l'exercice	1 109	1 271
Produits de cessions et retraits d'actifs	1 499	65
Variation du besoin en fonds de roulement et autres		577
TOTAL	2 608	1 913
EMPLOIS	1992	1993
Investissements		
• Raffinage/Distribution	894	514
• Production	240	269
TOTAL	1 134	783
Dividendes mis en paiement par Esso S.A.F.	596	596
Variation du besoin en fonds de roulement et autres	271	
Variation de l'endettement et de la trésorerie	607	534
TOTAL	2 608	1 913

Résultats Esso S.A.F.

	millions de F	
	1992	1993
Chiffre d'affaires hors taxe intérieure	18 768	18 441
Taxe intérieure	11 574	11 746
Chiffre d'affaires taxe intérieure comprise	30 342	30 187
Production stockée (déstockée) et divers	176	(29)
• Total des produits d'exploitation	30 518	30 158
Charges d'exploitation hors amortissements	(30 038)	(29 529)
Amortissements	(268)	(278)
• Total des charges d'exploitation	(30 306)	(29 807)
Résultat d'exploitation	212	351
Résultat financier	237	380
Résultat courant	449	731
Reprise de provision pour fluctuation des cours	95	171
Amortissements dérogatoires	20	(1)
Autres éléments exceptionnels	1 623	(130)
Résultat exceptionnel	1 738	40
Participation des salariés	(10)	(20)
Impôts sur les sociétés	(352)	(112)
Résultat net	1 825	639

Résultats Financiers des 5 Dernières Années pour Esso S.A.F.

	1989	1990	1991	1992	1993
I. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social (millions de F)	595,9	595,9	595,9	595,9	595,9
Nombre d'actions ordinaires existantes	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960	11 917 960
Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
Nombre de parts bénéficiaires	-	-	-	-	-
II. OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE (millions de F)					
Chiffre d'affaires hors TVA	27 953,6	32 950,2	34 075,7	30 341,6	30 187,1
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions (reprises de provisions déduites)	1 376,7	1 712,6	763,3	2 039,4	885,3
Impôts sur les sociétés	(1,9)	80,7	345,4	351,7	112,2
Participation des salariés	17,4	26,5	25,0	10,4	20,3
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations nettes					
aux amortissements et provisions	316,4	422,6	1 174,5	1 824,7	638,8
Résultat distribué	297,9	297,9	595,9	595,9	595,9
III. RÉSULTAT PAR ACTION (F)					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions (reprises de provisions déduites)	114,22	134,70	32,97	140,74	63,17
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations nettes aux amortissements et provisions	26,55	35,46	98,55	153,10	53,60
Dividende attribué à chaque action (avoir fiscal inclus)	37,50	37,50	75,00	75,00	75,00
IV. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	2 516	2 448	1 340	1 325	1 275
Montant de la masse salariale (millions de F)	624,0	603,7	426,2	447,6	444,7
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale et prévoyance, congés de fin de carrière, œuvres sociales) (millions de F)	507,9	481,1	358,6	330,9	307,8

(1) Actions détenues par Exxon Corporation - 81,55 %

(2) Montant dont la distribution est proposée par le Conseil d'Administration.

Nota : les montants négatifs sont indiqués entre parenthèses ()

Aspects Financiers Esso S.A.F.

Le chiffre d'affaires de 30 187 MF, stable par rapport à l'année précédente, reflète une baisse de 4% des prix unitaires moyens compensée par la hausse de la TIPP HT et une légère progression des volumes. Compte tenu des mouvements de stocks, les produits d'exploitation sont de 30 158 MF.

Les charges d'exploitation de 29 807 MF incluent à hauteur de 11 746 MF la taxe intérieure prélevée sur les produits vendus. La dotation aux amortissements, comprise dans ces charges, est de 278 MF.

Le résultat d'exploitation s'élève à 351 MF, à comparer au résultat de 212 MF obtenu en 1992. Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des marges de raffinage, qui font plus que compenser l'effet prix sur stocks négatif de 267 MF à comparer à une perte de 32 MF en 1992.

Le résultat financier est positif de 380 MF, dont 317 MF de dividende reçu d'Esso REP (109 MF en 1992).

Le résultat exceptionnel positif de 40 MF inclut une provision pour plan de restructuration de 40 MF et une reprise de provision pour fluctuation des cours de 171 MF.

Après prise en compte du résultat exceptionnel, de la participation et des impôts, le résultat net 1993 est un profit de 639 MF.

Conformément aux dispositions légales, nous vous rappelons le montant des distributions des trois derniers exercices :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1990	11 917 960	25 F	12,50 F	37,50 F
1991	11 917 960	50 F	25,00 F	75,00 F
1992	11 917 960	50 F	25,00 F	75,00 F

Le Conseil d'Administration

Première Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 1993, approuve le rapport de gestion ainsi que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 1993, tels qu'ils ont été arrêtés.

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial établi par les Commissaires aux Comptes, prend acte de la déclaration des Commissaires aux Comptes indiquant qu'aucune convention n'entre dans le cadre des conventions visées à l'article 101 de la loi du 24 juillet 1966.

Troisième Résolution

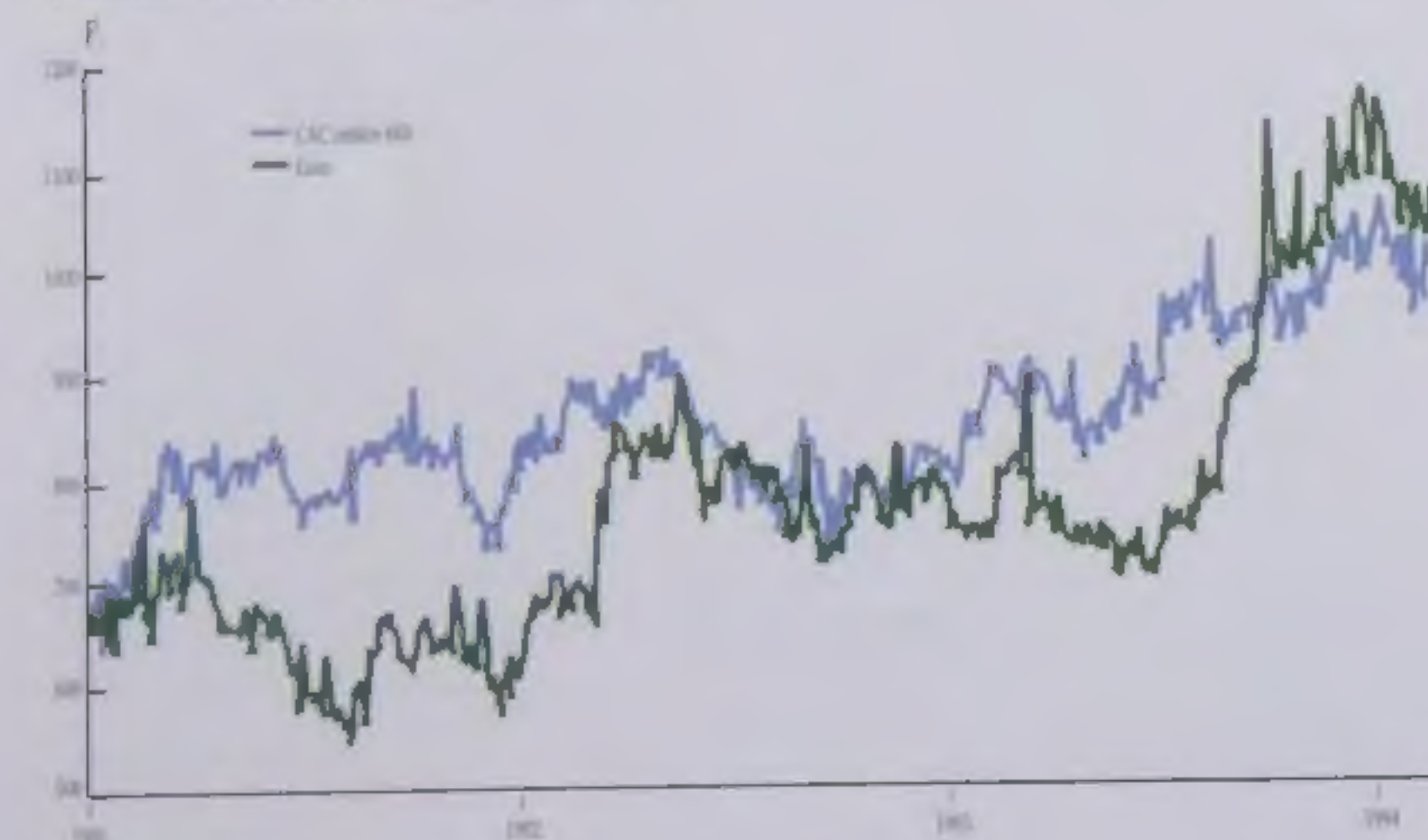
L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter les bénéfices disponibles, à savoir :

• bénéfice de l'exercice 1993	638 772 398 F
• report à nouveau	715 487 193 F
soit un total de	1 354 259 591 F
de la façon suivante :	
• réserve spéciale des plus-values à long terme	13 404 749 F
• dividende net	595 898 000 F
• report à nouveau	744 956 842 F
soit un total de	1 354 259 591 F

Le dividende net ressort à 50 F pour chacune des 11 917 960 actions de 50 F de nominal, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 25 F, soit un revenu global de 75 F.

Il est rappelé qu'un acompte de 25 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 12,50 F a été mis en paiement le 16 février 1994.

Le dividende complémentaire ressort donc à 25 F par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 12,50 F. Ce dividende sera mis en paiement le 28 juin 1994.

Evolution du cours de l'action d'Esso S.A.F.


L'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions à rémunérer	Dividende net	Avoir fiscal	Revenu global
1990	11 917 960	25 F	12,50 F	37,50 F
1991	11 917 960	50 F	25,00 F	75,00 F
1992	11 917 960	50 F	25,00 F	75,00 F

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale donne aux administrateurs quitus de leur gestion pour l'exercice 1993.

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale élit comme administrateurs pour une durée expirant à la date de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 1994 :

Messieurs Jean Boillot
Philippe Dulac
Michel Kopff
Jean-Luc Randache
Jean Rauzier
Claude Roux
Jean Verré

Sixième Résolution

L'Assemblée Générale fixe à 350 000 F le montant des jetons de présence alloués au Conseil d'Administration pour l'exercice 1994.

Septième Résolution

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes les formalités de dépôt et de publication prévues par la loi.

Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 juin 1994

Bilan au 31 décembre 1993	page 14
Variations des capitaux propres	
Variations des intérêts minoritaires	
Compte de Résultat de l'exercice 1993	page 16
Filiales/Participations	page 17
Annexe au Bilan et au Compte de Résultat	page 18
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés	page 20

Comptes Consolidés

Groupe Esso S.A.F.

Bilan au 31 décembre 1993

millions de F				
ACTIF	Montants bruts	1993 Amortisse- ments et provisions	Montants nets	1992 Montants nets
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
• Frais d'exploration pétrolière	91,8	(91,8)	-	-
• Autres	38,7	(38,5)	297,2	256,5
Immobilisations corporelles				
• Secteur raffinage-distribution	6 701,7	(3 595,2)	3 106,5	3 196,8
• Secteur production	3 800,2	(2 881,0)	919,2	1 015,4
Immobilisations financières	128,7	(7,1)	121,6	118,3
Total I	11 148,3	(6 613,8)	4 534,5	4 587,0
Actif circulant				
Stocks et en-cours	2 422,4	(0,5)	2 422,9	2 641,8
Créances clients et comptes rattachés	1 119,9	(27,4)	1 092,5	1 201,7
Autres créances	1 735,5	(0,6)	1 734,9	1 337,3
Disponibilités	150,4	-	150,4	80,1
Charges constatées d'avance	211,8	-	211,8	211,3
Total II	5 640,0	(28,5)	5 612,5	5 471,4
TOTAL GÉNÉRAL	16 788,3	(6 642,3)	10 147,0	10 058,4

Variation des Capitaux Propres du Groupe Esso S.A.F.

millions de F	Capital social	Primes d'émission et de fusion	Réserves consolidées	Total du Groupe
Au 31 décembre 1992	595,9	66,4	4 346,6	5 008,9
Dividende servi en 1993	-	-	(595,9)	(595,9)
Autres variations	-	-	(40,6)	(40,6)
Résultat du Groupe 1993	-	-	461,7	461,7
Au 31 décembre 1993	595,9	66,4	4 171,8	4 834,1

Bilan au 31 décembre 1993

millions de F		
Avant répartition	1993	1992
PASSIF		
Capitaux propres du groupe		
Capital social	595,9	595,9
Primes d'émission et de fusion	66,4	66,4
Réserves consolidées	3 710,1	3 694,6
Résultat de l'exercice	461,7	1 572,0
Total I	4 834,1	5 008,9
Intérêts minoritaires dans Esso REP	75,4	62,3
Provisions		
Risques et charges	381,8	341,9
Impôts différés	480,4	508,5
Total II	862,2	850,4
Dettes		
Emprunts et dettes/établissements de crédit	526,7	578,2
Emprunts et dettes financières divers	36,5	48,6
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 392,6	1 355,9
Dettes fiscales et sociales	1 974,5	1 654,6
Autres dettes	425,8	484,5
Produits constatés d'avance	20,2	15,0
Total III	4 376,3	4 136,8
TOTAL GÉNÉRAL	10 147,0	10 058,4

Variation des Intérêts Minoritaires

millions de F	
Au 31 décembre 1992	62,3
Dividende servi	(13,8)
Quote-part dans le résultat 1993	26,9
Autres variations	-
Au 31 décembre 1993	75,4

Compte de Résultat de l'Exercice 1993

	1993	1992
Produits financiers		
Participations	30,1	24,0
Intérêts reçus et autres	53,7	46,7
Différences positives de change	64,6	56,3
Total	148,4	127,0
Charges financières		
Intérêts payés	107,8	113,1
Différences négatives de change	23,8	21,1
Autres	0,2	0,9
Total	131,8	135,1
2. RESULTAT FINANCIER	16,6	(8,1)
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	953,3	643,5
Produits exceptionnels		
Opérations de gestion et en capital	156,4	1 951,5
Surprises de provisions	74,6	91,0
Total	231,0	2 042,5
Charges exceptionnelles		
Amortissements des trais d'exploration	91,0	114,6
Opérations de gestion et en capital	243,6	363,1
Amortissements aux provisions	121,2	84,4
Total	455,8	562,1
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL	(224,8)	1 480,4
Impôts courants et taxes sur dividende	(231,5)	(422,8)
Amortissements des courants d'intérêts	28,1	(7,6)
IMPÔTS MINORITAIRES DANS ESSO REP	(26,9)	(19,4)
RÉSULTAT DU GROUPE	461,7	1 652,0

En millions de francs, sauf indication contraire.

Principales Filiales au 31.12.1993

Esso Raffinage S.A.F.

Capital 50 000 F Participation 94,49

Activités : raffinage d'hydrocarbures

La perte nette après impôt sur les sociétés ressort à 2,1 MF en 1993.

Société de Recherches et d'Exploitation

Pétrolières Esso R.E.P.

Capital 10 320 500 F Participation 89,88

Activités : recherches et exploitation de tous gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux.

La production atteint 1 443 000 t d'hydrocarbures liquides et 32 millions de m³ de gaz en 1993. Le bénéfice net après impôts sur les sociétés ressort à 27,2 MF en 1993.

Worex S.A.C.

Capital 10 320 500 F Participation 99,49

Activités : distribution de combustibles liquides et solides. Son chiffre d'affaires H.T. atteint 3 541 MF correspondant à des ventes de produits pétroliers.

Établissements Clouard

Capital 1 800 000 F Participation 99,96

Activités : distribution de combustibles liquides. Son chiffre d'affaires H.T. atteint 202 MF correspondant à des ventes de produits pétroliers.

Office Privé d'Assurances et de Courtages

Capital 150 000 F Participation 94,00

Activités : négociation et gestion de contrats d'assurance garantissant les risques des sociétés commerciales et industrielles en France. Les courtages reçus en 1993 s'élèvent à 4,1 MF.

Société Paris-Niel

Capital 5 000 000 F Participation 94,78

Activités : location de matériel-service et prise de participation dans des sociétés commerciales et industrielles ayant des activités de fabrication et de distribution de produits chimiques.

Société d'Exploitation & de Développement d'Opérations Commerciales

Capital 250 000 F Participation 94,20

Activités : gestion de cartes de crédit et billets d'air.

Esso Technologies et Services

Capital 150 000 F Participation 94,40

Activités : recherche, analyses et produits spécialisés.

Esso Lub Services

Capital 250 000 F Participation 96,96

Activités : vente de lubrifiants.

Émissions de Fezzin

Capital 1 000 000 F Participation 94,40

Activités : fabrication et ventes d'emulsions de bitumes.

Émissions du Dauphiné

Capital 210 000 F Participation 94,40

Activités : fabrication et vente d'emulsions de bitumes.

Participations Esso S.A.F.

INVENTAIRE DES VALEURS MOBILIÈRES DÉTENUES EN PORTEFEUILLE AU 31.12.1993

Nombre de titres	Sociétés
1 494 993	Esso Raffinage S.A.F.
228 551	Société Esso de Recherches et d'Exploitation Pétrolières
13 264	Worex S.A.C.
4 002	Paris-Niel
492	Société d'Exploitation et de Développement d'Opérations Commerciales
1 468	Office Privé d'Assurances et de Courtages
2 469	Esso Technologies et Services
2 491	Établissements Clouard
494	Esso Lub Services
2 098	Émissions du Dauphiné
484	Émissions de Fezzin
Participations unitaires inférieures à 100 000 F	

Total des participations de plus de 50 %

27 996	Société du Pipe-Line de la Raffinerie de Lorraine
4 000	Raffinerie du Midi
42 500	Société Pipe-Line Méditerranée - Rhône
18 248	Société Havraise de Manutention de Produits Pétroliers
5,40	Dépôts de Pétrole Côtiers
29 100	Gébulane Lavéra
11 988	Société de Manutention de Carburants Aviation
11 200	Gémines Caen
9 786	Docks des Pétroles d'Antibes
3 238	Société des Dépôts Pétroliers de la Corse
270	Entrepôt Pétrolier de Mulhouse
20 300	Primagaz
39 436	Trapèze
2 400	Dépôt Pétrolier du Gersvaudan
850	Géngaz Lavéra
2 200	Groupeement Pétrolier de Saint-Pierre des Corps
Participations unitaires inférieures à 100 000 F	

Total

1 494 993

204 000

1. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Application des dispositions légales

Les comptes consolidés d'Esso S.A.F. sont établis conformément aux règles de l'année passée et au vu des comptes consolidés dressés par la loi N° 11 du 3 janvier 1960 et le décret d'application N° 22 du 17 février 1960.

Principes de consolidation

Les comptes consolidés comprennent ceux d'Esso S.A.F. et de ses filiales dont les significations sont :

Société	N° SIREN	Sigle social	Part
Esso R.P.	35 442 481	2 rue des Martinets 2000 Kour-Maoulou	94,94
Esso S.A.	74 442 481	Parc des Erphes 4 rue de l'Industrie 7000 Le Pécq	5,06
Esso Raffinage	35 914 237	2 rue des Martinets 92500 Rueil-Malmaison	99,94

Les comptes de ces trois sociétés sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Les titres des autres sociétés dans lesquelles Esso S.A.F. détient soit une participation majoritaire soit un contrôle minoritaire figurent dans le poste "Participations" pour leur valeur d'acquisition dans les comptes de la société mère.

Retraitements préalables des comptes sociaux

Les comptes sociaux ont été corrigés dans la consolidation pour tenir compte des retraitements suivants prévus par le décret d'application N° 22 du 17 février 1960 :

- L'annulation des amortissements passés pour la seule application de la législation locale, ceux correspondant essentiellement aux immobilisations corporelles, les dépenses :

- des amortissements des immobilisations corporelles
- des amortissements des immobilisations incorporelles
- des amortissements des immobilisations financières
- des amortissements des immobilisations des participations
- des amortissements des immobilisations des participations

- La réévaluation au bilan et au compte de résultat consolidés :

- des immobilisations corporelles et incorporelles
- des participations
- des immobilisations financières
- des immobilisations des participations
- des immobilisations des participations

• de dépréciations reportables, une situation nette active n'étant toutefois constatée que si son imputation sur les dettes futures est probable.

Les impôts différés sont constatés au bilan selon la méthode du report variable (taux de 35,1 % au 31 décembre 1991 et au 31 décembre 1992).

- L'annulation à l'actif et au passif du reliquat des effets de la loi de 1976. L'effet de ce correctif sur le bilan est de faible importance.

- L'intégration dans le résultat de l'exercice des écarts de conversion figurant au bilan d'Esso S.A.F. Ces écarts se rattachent à des opérations commerciales courantes.

Autres principes comptables :

Les autres principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés concernent particulièrement :

- Les immobilisations du secteur Raffinage-Distribution : les principes suivis pour leur évaluation et leur amortissement sont ceux définis par le Plan Comptable Général et commentés dans le cadre de l'Annexe des Comptes Consolidés.

- Les dépenses d'exploration : elles sont traitées comme des immobilisations incorporelles. Les dépenses de géologie et de géophysique sont amorties dans l'exercice où les travaux ont été effectués. Le coût des forages d'exploration n'ayant pas abouti à une découverte commercialement exploitable est également amorti à l'achèvement des puits. Les forages d'exploration productifs et les forages en cours en fin d'exercice sont immobilisés.

- Les immobilisations de production d'hydrocarbures : ces immobilisations qui constituent la grande majorité des actifs immobilisés d'Esso R.P. sont amorties champ par champ à l'unité de production (méthode par laquelle le taux d'amortissement est égal au rapport de la production annuelle sur les réserves estimées au début de l'exercice).

- La valorisation des stocks : les stocks sont évalués au prix de revient ou à la valeur vénale si celle-ci est inférieure. Le prix de revient des stocks de brut et de produits est calculé selon la méthode FIFO. Pour les stocks d'origine intra-groupe, la valeur retenue tient compte d'une correction correspondant à la quote de profit du secteur Production non encore réalisée.

- Les dépenses de remise en état des unités de raffinage : les installations de raffinage sont remises en état suivant des cycles de travaux pluri-annuels planifiés. Les dépenses associées à ces interventions, dont les montants sont significatifs, ne sauraient être supportées par le seul exercice où les travaux ont été engagés. Une provision pour grosses réparations a donc été constituée qui permet de répartir la charge sur les exercices au cours desquels l'utilisation des unités a créé la nécessité d'elles pour les travaux de remise en état.

2. VARIATION DES IMMOBILISATIONS

Au cours de l'année, les dépenses d'immobilisations corporelles et incorporelles se sont élevées à 783 M et les retraitements à 24 M en valeur brute et 27 M en amortissements.

3. VARIATION DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Catégories de provisions				
Pour pensions et obligations similaires*	151,1	21,0	44,3	127,8
Pour risques exceptionnels	88,3	8,8	6,3	90,8
Pour charges exceptionnelles	102,5	40,8	54,1	139,2
Total	341,9	149,6	104,7	386,8

* Les provisions pour pensions et obligations similaires sont calculées en fonction du plan de retraite et du montant des versements effectués par la société mère et ses filiales.

4. VARIATIONS DE LA PROVISION POUR IMPÔTS DIFFÉRÉS

comme au 31 décembre 1991 au taux de 35,1 % la provision a évolué comme suit :

	Montants de F
Au 31 décembre 1991	341,9
Différence nette de l'exercice 1992	7
Au 31 décembre 1992	348,9
Reprise nette de l'exercice 1993	37,9
Au 31 décembre 1993	386,8

5. VENTILATION DES DETTES CONSOLIDÉES PAR ÉCHÉANCE

	Montants totaux	Degré d'exigibilité de 1 à 3 ans	plus de 3 ans
Établissements de crédit	526,7	526,7	-
Dettes financières diverses	36,5	3,1	5,4
Fournisseurs et comptes rattachés	1 392,6	1 392,6	-
Dettes fiscales et sociales	1 974,5	1 974,5	-
Autres dettes	425,8	425,8	-
Total général	4 356,1	4 350,7	5,4

6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

millions de F	1993	1992
Cautions données à des contreparties au titre des crédits d'enlèvements en douane, de crédits de droits et des baux de raffinage et de distributions (1)	4 658	4 263
Engagements pour retraite du personnel (2)	1 185	1 363
Autres engagements donnés	83	66
Total	5 926	5 692

(1) Les engagements pour baux de raffinage et de distributions sont des engagements de long terme.

(2) Les engagements pour retraite du personnel sont des engagements de long terme. Ils sont calculés en fonction du plan de retraite et du montant des versements effectués par la société mère et ses filiales.

	1983	1984	1985	1986
all-5	987	985	115	117
5 by machine	1,254	1,267	-	-
all-5 by 5	9, 3	9, 8	95	125
all-5	3,024	3,105	110	138

ersonnel mis à la disposition de l'entreprise comprend le personnel fourni par des entreprises de travail temporaire et le personnel prêté ou détaché par d'autres sociétés du groupe Exxon.

Annexe au Budget	page 26
et au Compte de Résultat	
Rapport des Commissaires aux Comptes	page 32

'mud' was blown up by the air & mud

1. Erklärung des Begriffs
 2. Beispiel
 3. Erklärung des Begriffs
 4. Beispiel
 5. Erklärung des Begriffs
 6. Beispiel
 7. Erklärung des Begriffs
 8. Beispiel
 9. Erklärung des Begriffs
 10. Beispiel
 11. Erklärung des Begriffs
 12. Beispiel
 13. Erklärung des Begriffs
 14. Beispiel
 15. Erklärung des Begriffs
 16. Beispiel
 17. Erklärung des Begriffs
 18. Beispiel
 19. Erklärung des Begriffs
 20. Beispiel
 21. Erklärung des Begriffs
 22. Beispiel
 23. Erklärung des Begriffs
 24. Beispiel
 25. Erklärung des Begriffs
 26. Beispiel
 27. Erklärung des Begriffs
 28. Beispiel
 29. Erklärung des Begriffs
 30. Beispiel
 31. Erklärung des Begriffs
 32. Beispiel
 33. Erklärung des Begriffs
 34. Beispiel
 35. Erklärung des Begriffs
 36. Beispiel
 37. Erklärung des Begriffs
 38. Beispiel
 39. Erklärung des Begriffs
 40. Beispiel
 41. Erklärung des Begriffs
 42. Beispiel
 43. Erklärung des Begriffs
 44. Beispiel
 45. Erklärung des Begriffs
 46. Beispiel
 47. Erklärung des Begriffs
 48. Beispiel
 49. Erklärung des Begriffs
 50. Beispiel
 51. Erklärung des Begriffs
 52. Beispiel
 53. Erklärung des Begriffs
 54. Beispiel
 55. Erklärung des Begriffs
 56. Beispiel
 57. Erklärung des Begriffs
 58. Beispiel
 59. Erklärung des Begriffs
 60. Beispiel
 61. Erklärung des Begriffs
 62. Beispiel
 63. Erklärung des Begriffs
 64. Beispiel
 65. Erklärung des Begriffs
 66. Beispiel
 67. Erklärung des Begriffs
 68. Beispiel
 69. Erklärung des Begriffs
 70. Beispiel
 71. Erklärung des Begriffs
 72. Beispiel
 73. Erklärung des Begriffs
 74. Beispiel
 75. Erklärung des Begriffs
 76. Beispiel
 77. Erklärung des Begriffs
 78. Beispiel
 79. Erklärung des Begriffs
 80. Beispiel
 81. Erklärung des Begriffs
 82. Beispiel
 83. Erklärung des Begriffs
 84. Beispiel
 85. Erklärung des Begriffs
 86. Beispiel
 87. Erklärung des Begriffs
 88. Beispiel
 89. Erklärung des Begriffs
 90. Beispiel
 91. Erklärung des Begriffs
 92. Beispiel
 93. Erklärung des Begriffs
 94. Beispiel
 95. Erklärung des Begriffs
 96. Beispiel
 97. Erklärung des Begriffs
 98. Beispiel
 99. Erklärung des Begriffs
 100. Beispiel

As shown in Figure 8, there are two competing processes:

one is the process of the system being able to

The first part of the report, which is the most important, is the introduction. It is a very short and concise summary of the whole report. It is written in a very simple and clear language. It is written in a very simple and clear language. It is written in a very simple and clear language.

Nous avons également procédé conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la conformité avec les comptes consolidés des informations données dans le rapport de gestion.

Paris le 22 avr. 1844
Les Commissaires aux Comptes

2000

Enjoyed Saturday

Comptes Sociaux

Esso S.A.F.

Bilan au 31 décembre 1993 Esso S.A.F.

ACTIF	1993		1992		comptes de 1 ^{er} ordre
	Montants bruts	Amortissements et provisions	Montants nets	Montants nets	
ACTIF IMMOBILISÉ					
Terres	20 165	73 519	2 652	1 909	
Bâtiments	45 226	342	94 784	87 356	
Matériel	56 245	34 924	941 371	335 833	
Autres immobilisations	1 927 413	887 779	1 322 132	1 041 026	
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours	2 545 736	2 117 275	478 331	491 196	
Créances clients	222 714	258 611	84 687	84 511	
Créances fournisseurs	1 227 314		1 322 206	1 311 412	
Autres créances	13 142		11 132	24 485	
ACTIF FINANCIER					
Prêts et participations	1 388 260	3 504	1 094 756	1 094 605	
Autres participations	43 649	13	43 034	38 078	
Autres titres	4 004		4 334	5 475	
TOTAL	6 627 612	3 305 983	3 321 649	3 338 785	
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Valeurs brutes et autres approvisionnements	674 122		674 122	768 214	
En-cours de production - Produits	424 767		424 767	416 467	
Produits finis	1 250 608		1 250 608	1 386 613	
Créances					
Créances clients - comptes rattachés	930 813	21 446	932 857	1 042 452	
Disponibilités	147 244		147 348	75 848	
Charges constatées d'avance	191 676		191 676	178 481	
COMPTES DE RÉGULARISATION					
Écart de conversion actif	1 324		1 324	2 000	
TOTAL GÉNÉRAL	11 992 367	3 329 602	8 662 765	8 684 644	
ACTIF PASSIF					
Capital					
Capital social			2 378	1 985	
Capital réserves			78 991	51 858	

Bilan au 31 décembre 1993 Esso S.A.F.

PASSIF		1993	1992
CAPITAUX PROPRES	Capital social entièrement versé	526 740	526 740
	Prime d'émission et fusion	62 92	62 92
	Ecart de réévaluation 76	63 74	63 74
	Reserves		
	Reserve légale	53 74	53 74
	Plus-values nettes à long terme	1 041 704	1 041 704
	Reserve générale	6 357	6 357
	Report à nouveau	75 84	75 84
RESULTAT DE L'EXERCICE BÉNÉFICE		638 772	638 772
Subventions d'investissements		-	-
Provisions réglementées			
Amortissements dérogatoires		152 246	152 246
Provisions pour fluctuation des cours		1 073 626	1 184 777
Autres		7 75	7 75
TOTAL I		3 278 772	3 278 772
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques :		
	Provisions pour perte de change	1 725	2 377
	Autres	53 268	16 554
	Provisions pour charges		
	Pensions et obligations similaires	50 642	125 69
Autres		4 671	5 01
TOTAL II		154 858	140 217
DETTES (1)	Emprunts obligataires non convertibles	-	-
	Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit (2)	218 162	37 527
	Emprunts et dettes financières divers	40 371	39 77
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 073 475	800 747
	Autres dettes		
COMPTES DE RÉVALUATION	Profits constatés d'avance		
	TOTAL III	1 331 910	977 051
	Ecart de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL		5 763 540	5 763 540
Notes relatives au passif			
(1) dont à plus d'un an			
(2) dont :			
• soldes créditeurs banques			
• emprunts à moins d'un an			

Compte de Résultat de l'Exercice 1993

	milliers de F	
	1993	1992
Produits d'exploitation :		
Montant net du chiffre d'affaires	30 487 144	30 341 651
dont à l'exportation 3 925 178		
Productions stockées/destockées - produits netfiniers	1 997 102	2 007 394
Production immobilisée	-	3 701
Subventions d'exploitation	286	260
Reprises sur provisions & amortissements, transferts de charges	133 722	362 615
Autres produits	2 487	16 619
Total	30 558 054	30 518 906
Charges d'exploitation :		
Achats de marchandises	56	303
Achats de matières premières et autres approvisionnements	8 917 358	8 572 738
variation de stock	94 000	10 000
Impôts, taxes et versements assimilés	11 883 969	11 670 111
Rémunérations et traitements	444 670	447 605
Charges sociales	307 752	330 938
Dotations aux amortissements et aux provisions		
- sur immobilisations - dotations aux amortissements	278 107	168 108
- sur immobilisations - dotations aux provisions	89	5
- sur actif circulant - dotations aux provisions	3 954	1 800
- pour risques et charges - dotations aux provisions	7 425	
Autres charges	54 502	
Total	29 806 924	30 106 555
I - RÉSULTAT D'EXPLOITATION	351 169	212 451

Produits financiers		
De participations	363 256	197 779
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 247	1 012
Autres intérêts et produits assimilés	71 477	66 880
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 938	2 699
Différences positives de change	63 809	71 553
Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement	159	581
Total	502 886	440 513
Charges financières		
Dotations aux amortissements et provisions	1 328	2 003
Intérêts et charges assimilés	97 077	50 076
Différences négatives de change	23 552	21 076
Total	122 417	103 155
II - RÉSULTAT FINANCIER	379 669	237 358

III - RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	730 838	448 809
------------------------------------	----------------	----------------

Compte de Résultat de l'Exercice 1993

	milliers de F	
	1993	1992
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion	34 699	
Sur opérations en capital	34 232	
Reprises sur provisions et transferts de charges	22	
Total	68 953	2 081 104
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion	116 881	169 620
Sur opérations en capital	38 804	127 100
Dotations aux amortissements et provisions	84 216	47 700
Total	239 899	344 420
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	40 440	1 737 926

Participation des salariés aux fruits de l'expansion	2 345	11 470
Impôts sur les bénéfices	1 112 165	37
5 - RESULTAT NET	638 772	1 824 663

Analyse du Chiffre d'Affaires Hors T.V.A.

	millions de F					
	1993	%	1992	%	1991	%
Carburants auto	3 292,9	18,3	3 497,9	19,7	4 186,2	20,0
Distillats	5 542,9	31,7	5 181,9	29,2	6 768,4	32,5
Fieux lourds	1 044,5	5,8	1 163,2	6,5	990,5	4,8
Total	18 441,5	100,0	18 767,4	100,0	21 945,1	100,0
Ventes hors taxes	17 475,9	100,0	17 781,9	100,0	21 375,0	100,0
Taxe intérieure	965,6	5,3	985,5	5,3	569,1	2,6
Chiffre d'affaires*	30 187,1		30 341,7		34 075,7	
Repartition géographique du chiffre d'affaires						
- France	26 261,9		24 235,1		26 365,7	
- L'étranger	3 925,2		6 106,6		7 709,0	
Total	30 187,1		30 341,7		34 075,7	

* Les taxes intérieures regroupées entre crochets dans le tableau ci-dessus ne font pas partie du chiffre d'affaires.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis selon les normes définies par le Plan Comptable Général, compte tenu des adaptations relatives au plan professionnel des industries du raffinage et de la distribution des hydrocarbures, approuvées par le Conseil National de la Comptabilité le 12 mars 1984.

Les méthodes d'évaluation décrites ci-après sont similaires à celles qui étaient en vigueur pour l'établissement des comptes de l'exercice 1992 :

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production par l'entreprise. Les dépenses ayant pour objet de prolonger de manière significative la durée de vie des installations industrielles sont immobilisées. Les immobilisations corporelles inscrites au bilan et acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet de la dernière réévaluation légale.

La dépréciation des immobilisations corporelles est constatée par la voie d'amortissements linéaires faisant l'objet d'un plan d'amortissement et calculés en fonction de la durée de vie prévue pour chaque catégorie d'immobilisations, selon les normes généralement admises dans la profession :

Constructions	10 à 20 ans
Dépôts	10 à 15 ans
Installations matériel et outillage	5 à 15 ans
Matériel de transport	5 à 15 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans

Quand les dispositions fiscales l'autorisent, un complément d'amortissements (dégressifs) est constaté par la voie d'amortissements dérogatoires.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (fonds de commerce) ne sont pas amorties ni dépréciées dans la mesure où des plus-values potentielles certaines leur sont attachées.

Immobilisations financières

La valeur brute des titres de participation est constituée par leur coût de souscription ou d'acquisition par la société, augmentée, pour les participations acquises avant le 31 décembre 1976, par l'effet de la dernière réévaluation légale.

À la clôture de l'exercice, il est procédé à la comparaison de la valeur brute avec celle de la quote-part des capitaux propres que les titres représentent. Dans les cas où cette dernière est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence, sauf dans les cas où il existe des plus-values potentielles certaines, comme le fonds de commerce de Worex S.A.C.

Stocks

Les pétroles bruts et les produits finis ou semi-finis sont évalués suivant la méthode FIFO. Les stocks de marchandises non pétrolières et de matières consommables d'exploitation et d'entretien sont évalués selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les coûts de production comprennent la valeur CAF des pétroles bruts mis en œuvre, les charges directes et indirectes de production y compris l'amortissement des biens concourant à la production, mais exclusion faite de tous frais financiers.

En ligne avec la norme professionnelle, le coût de production au niveau du raffinage est déterminé pour chaque produit en ventilant le coût global proportionnellement à la valeur relative attribuée à chacun d'eux, le coût des produits intermédiaires étant obtenu en déduisant les frais de transformation restant à supporter pour compléter le cycle de fabrication.

Pour l'arrêté des comptes, la valeur des stocks à la clôture de l'exercice établie selon la méthode FIFO est comparée à leur valeur vénale au 31 décembre compte tenu des perspectives de vente pour les hydrocarbures présents dans l'inventaire, y compris pour les stocks de brut qui sont valorisés en équivalents produits. Si la valeur vénale est inférieure au coût de production, une provision pour dépréciation est constituée. La vérification effectuée pour la clôture des comptes 1993 a montré qu'il n'y avait pas lieu de constituer une provision pour dépréciation des stocks de brut et de produits pétroliers.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de la fin d'exercice. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écarts de conversion Actif ou Passif".

Dans la mesure où elles sont liées à des opérations commerciales courantes, les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques. Par contre, les profits latents ne sont pas incorporés dans le résultat.

Chiffre d'affaires

Selon la norme comptable professionnelle, le chiffre d'affaires inscrit au compte de résultat inclut les taxes spécifiques sur les produits pétroliers comprises dans les prix de vente. Par contre, les facturations réciproques entre confrères, dans le cadre d'échanges visant à la mise en place économique de produits, ne figurent ni dans le chiffre d'affaires, ni dans les achats. Le solde net temporairement déséquilibré de ces opérations fait l'objet d'une ligne spéciale dans le compte de résultat corrigeant la variation de production stockée.

Impôts

La société Esso S.A.F. est la tête de groupe d'un groupe d'intégration fiscale. Chaque société comprise dans cette intégration prend en charge dans ses comptes l'impôt correspondant à ses propres résultats.

NOTES RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

milliers de F

ÉTAT DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions nouveaux prêts...	Virements de poste à poste	Cessions mises hors service remboursements de prêts	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Total I	121 411	10 224	41	385	131 291
Immobilisations corporelles					
Constructions	1 854 740	82 642	37 176	56 647	1 917 911
Installations techniques, matériels et outillages industriels	2 542 528	94 424	29 976	71 322	2 595 688
Autres immobilisations corporelles	666 812	38 039	9 959	22 967	681 613
En-cours et autres	155 918	64 574	(77 152)		143 340
Total II	5 219 788	279 679	(41)	150 956	5 348 478
Immobilisations financières					
Participations	1 058 109	219		58	1 058 290
Créances rattachées à des participations	38 083	7 218		2 262	42 149
Autres immobilisations financières	7 954	50		1 442	6 562
Total III	1 144 156	7 477	-	3 762	1 147 871
Total général	6 485 355	297 380		155 103	6 627 632

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

milliers de F

	Amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Virements de poste à poste	Diminutions amortissements cessions mises hors service	Amortissements en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	30 820	1 845	(11)	185	32 669
Immobilisations corporelles	3 116 904	276 262	11	118 568	3 268 609
Immobilisations financières	874				874
Total	3 142 596	278 107	-	118 753	3 301 952

RÉÉVALUATION LÉGALE 1976

Esso S.A.F. a procédé à la réévaluation légale de ses immobilisations au 31 décembre 1976.

1. La réserve de réévaluation figurant au bilan représente la réévaluation des participations et des terrains.
2. La provision spéciale de réévaluation s'appliquant aux immobilisations amortissables, s'analyse comme suit :

	milliers de F
- augmentation des montants bruts	395 521
- moins augmentation des amortissements	(324 788)
- moins utilisation cumulée de la marge supplémentaire d'amortissements apportée par la réévaluation	(70 170)
au 31 décembre 1993	563

La marge supplémentaire d'amortissement utilisée au cours de l'exercice s'est élevée à 191 milliers de F pour la dotation aux amortissements et à 25 milliers de F pour la valeur nette des immobilisations cédées. En application de la règle fiscale, un montant équivalent a été repris en produit exceptionnel au Compte de Résultat.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Rubriques	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Capital social et primes	662 261			662 261
Écart de réévaluation - 1976	431 387		663	430 724
Réserve légale et autres	272 049	1 435 352		1 707 601
Report à nouveau	958 448		252 961	715 487
Résultat 1992	1 824 663		1 824 663	
Résultat 1993		638 772		638 772
Subventions d'investissement	-			-
Provisions réglementées				
- pour fluctuation des cours	1 184 767		171 139	1 013 628
- pour investissement	493		461	32
- spéciale de réévaluation 1976	779		216	563
- plus-values réinvesties	6 524		84	6 440
- amortissements dérogatoires	151 630	37 866	37 248	152 248
Total	5 503 001	2 112 190	2 287 435	5 327 756

Note: Les comptes d'Exco S.A.F. sont révisés par Deloitte Corporation, qui détient 31,33 % du capital.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Catégories de provisions	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Pour pensions et obligations similaires	119 160	7 875	33 393	93 642
Autres provisions :				
- pour perte de change	2 003	1 328	2 003	1 328
- pour risques exceptionnels	18 554	43 100	6 386	55 268
- pour charges exceptionnelles	500	4 621	500	4 621
Total	140 217	56 924	42 282	154 859

AUTRES PROVISIONS

Catégories de provisions	Montants début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montants fin d'exercice
Sur immobilisations	3 970	83	22	4 031
Sur actif circulant	28 703	3 958	9 042	23 619
Total :	32 673	4 041	9 064	27 650

Note: 1 - Les provisions pour pensions comprennent :

- le régime de pensions accordé au personnel recruté conformément au plan de retraite de la Société, pour la période comprise entre la date de départ et la date de liquidation des droits acquis auprès des différents organismes de retraite;
- le plan des plans de retraite de la Société et de restructuration mis en place par la Société.

2 - Le montant de pensions et obligations similaires, voir également les engagements hors bilan dans la présente annexe.

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

RESSOURCES	1993	1992	EMPLOIS	1993	1992
Capacité d'autofinancement			Acquisitions d'immobilisations	289	572
de l'exercice	758	524	Dividende mis en paiement	506	506
Produits de cessions d'immobilisations	34	1 487(1)	Réduction de l'endettement	-	523
Remboursement d'immobilisations financières	-	7	Autres emplois	269	333
Réduction de l'actif circulant	223	-			
Autres ressources	141	6			
TOTAL	1 154	2 024	TOTAL	1 154	2 024

(1) voir d'impôt, (202) M

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES

Créances	Montants bruts	Degré de liquidité de l'actif à 1 an au plus	à plus de 1 an
Actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	43 649	348	42 701
Prêts	4 034	2 030	2 004
Autres immobilisations financières	2 528		2 528
Actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	955 903	955 903	
Autres créances	1 718 933	1 718 933	
Sous-total	2 724 447	2 677 214	47 233
Charges constatées d'avance	191 676	113 315	78 361
Total général	2 916 123	2 790 529	125 594

Dettes	Montants bruts	Degré d'exigibilité du passif à 1 an au plus	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts et dettes - Établissements de crédit	218 162	218 162		
Emprunts et dettes financières diverses	40 331	34 887		5 444
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 003 415	1 003 415		
Dettes fiscales et sociales	1 490 747	1 490 747		
Autres dettes	408 262	408 262		
Sous-total	3 160 917	3 155 473		5 444
Produits constatés d'avance	19 233	19 233		
Total général	3 180 150	3 174 706		5 444

Cette analyse se rapportant au bilan avant répartition, le dividende proposé à l'Assemblée Générale du 14 juin 1994 ne figure pas parmi les dettes.

ÉLÉMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN

Postes concernés	Entreprises liées au Groupe Exxon	Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation	Créances/dettes représentées par des effets de commerce
A l'actif :			
Participations	1 034 866	50 800	
Créances rattachées à des participations	5 981	37 053	
Créances clients et comptes rattachés	66 056		110 272
Autres créances	1 480 198	6 420	
Au passif :			
Emprunts et dettes financières diverses	23 175	11 712	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	416 155		
Autres dettes	71 468		
Charges financières	2 773	1 448	
Produits financiers	407 716	26 795	

COMMENTAIRES SUR LA SITUATION FISCALE

A. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices			
	milliers de F		
Exercice 1993	Avant impôt	Impôt sur les sociétés	Après impôt
Résultat courant	730 838	116 966	613 872
Résultat exceptionnel (et Participation)	20 095	(4 805)	24 900
Résultat comptable	750 933	112 161	638 772
B. Accroissement et allègement de la dette future d'impôt			
	milliers de F		
Différences temporaires entre résultat comptable et résultat fiscal	montant en fin d'exercice	(accroissement)/ allègement de la dette d'impôt sur l'exercice	
Accroissement de la dette future d'impôt			
Provisions réglementées:			
Provision pour fluctuation des cours	1 013 628	57 041	
Amortissements dérogatoires	152 248	(206)	
Autres	6 440	28	
Total	1 172 316	56 863	
Allègement de la dette future d'impôt			
Charges non déductibles temporairement:			
Dettes sociales provisionnées	126 982	(7 515)	
Autres	18 127	1 075	
Total	145 109	(6 440)	

ENGAGEMENTS HORS BILAN

	milliers de F	
	1993	1992
Cautions données à des contreparties au titre des crédits d'enlèvement en douane, de crédits de droits et des licences de raffinage et de distribution (1)	4 358 150	4 352 450
Effets escomptés non échus	-	48 703
Engagements pour retraites du personnel (2)	1 231 708	1 215 840
Autres engagements donnés	82 765	65 904
Total	5 672 623	5 583 897

(1) A titre de reciprocité, les cautions de même nature consenties en 1993 par des contreparties à Esso S.A.F. et à Esso Marine S.N.C. s'élevaient à 3 220 580 milliers de F.

(2) Engagements pris par la société en complément des accords indiqués au chapitre "Provisions pour risques et charges" correspondant à l'estimation sur une base actuarielle des charges futures prévues.

a) les membres du personnel ayant cessé leur activité dans le cadre du plan de retraite de la société ou des plans de retraite de la carrière.

b) le personnel en activité pour les droits acquis à la clôture de l'exercice.

EFFECTIF MOYEN

L'effectif moyen de la société, déterminé selon la moyenne arithmétique des effectifs à la fin des quatre trimestres civils, est le suivant :

	Personnel salarié		Personnel mis à disposition de l'entreprise	
	1993	1992	1993	1992
• Cadres	649	645	-	-
• Agents de maîtrise et techniciens	446	451	-	-
• Employés	33	36	16	20
• Ouvriers	156	190	43	41
Total :	1 275	1 325	59	61

Le personnel salarié comprend les titulaires (marins inclus), les temporaires, le personnel à temps partiel, les malades de longue durée, mais ne comprend pas le personnel détaché dans le Groupe ou hors Groupe.

Le personnel salarié en congé de fin de carrière est également exclu.

Le personnel mis à disposition de l'entreprise comprend le personnel fourni par des entreprises de travail temporaire et le personnel détaché ou prêté par des Sociétés du Groupe.

RÉMUNÉRATION GLOBALE ALLOUÉE AUX ORGANES DE DIRECTION AVANTAGES ET CRÉDITS CONSENTIS PAR LA SOCIÉTÉ

Conformément à l'organisation d'Esso S.A.F., les informations ci-après concernent les membres du Conseil d'Administration et/ou du Comité Directeur de la société, lesont partie du personnel salarié, ou recevant des jetons de présence.

- Montant global versé aux dirigeants de la société : 7 425 702 F
- Garantie de prêts bancaires : néant.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Sociétés ou groupes de sociétés

A/ Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital d'Esso S.A.F.

- 1 Filiales (> de 50 % du capital détenu par Esso S.A.F.)
 - Esso REP
 - Worex S.N.C.
 - Esso Raffinage S.A.F.

- 2 Participations (10 à 50 % du capital)
 - Raffinerie du Midi

B/ Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations

- 1 Filiales françaises

- 2 Participations dans des sociétés françaises

milliers de F								
Capital social	Autres capitaux propres hors résultat	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis par la Société	Montant des cautions et avales données par la Société	Chiffre d'affaires de l'exercice	Bénéfice net (ou perte) de l'exercice	Dividendes encaissés par la Société
50 855	478 253	89,88	518 878	-	31 272	1 108 806	273 236	317 229
10 320	-	99,99	55 069	27 799	-	3 539 708	9 485	15 923
150 000	480 967	99,99	449 998	159 653	-	1 792 290	(2 965)	-
22 500	40 225	33,33	18 300	-	-	65 182	4 600	936
-	-	-	10 921	170 632	-	-	-	3 318
-	-	-	41 590	55 112	38 423	-	-	25 858

Rapports des Commissaires aux Comptes

SUR LES COMPTES ANNUELS

Messieurs, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Esso Société Anonyme Française, tels qu'ils sont annexés au présent rapport,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 1993.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels, en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de l'article 356 de la loi du 24 juillet 1966, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris, le 22 avril 1994
Les Commissaires aux Comptes

Daniel Dudon

Edouard Salastro

SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

En application de l'article 103 de la loi du 24 juillet 1966, nous vous informons que le Président de votre Conseil d'administration ne nous a donné avis d'aucune convention visée à l'article 101 de cette loi.

Paris, le 22 avril 1994

Edouard Salastro

Daniel Dudon

Commissaires aux Comptes
Membres respectifs des Compagnies Régionales
de Paris et Versailles

Le rapport annuel a été édité par
la Direction Communication et des Ressources Humaines
d'Esso S.A.F.

Conception graphique :
Rohmer Raynaud Richez Blondel

Couverture : Photo M. Rappilliard

Photographies de :
Y. Bellier, M. Chokomian, G. Cousseau,
B. Haussaire, J.-F. Itel, G. Larvor,
L. Pérénom, Studio Pons.

Imprimerie Landais